U d'/of OTTAWA
39003002730579

A mon camarade de 1870
Georges Manier
affectueux hommage
A. Simon

243-1β-461

SOUVENIRS

DE

L'ARMÉE DU NORD

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

http://www.archive.org/details/souvenirsdelarm00gens

Louis GENSOUL

LIEUTENANT DE LA GARDE MOBILE

Péronne. — Septembre 1870

1 8 1973

UN BATAILLON DE MOBILES PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871

SOUVENIRS

DE

L'ARMÉE DU NORD

PAR

LOUIS GENSOUL

ANCIEN LIEUTENANT DE LA GARDE MOBILE
PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR D'APPEL DE ROUEN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Précédés d'une Lettre du Général FAIDHERBE

AVEC 2 PORTRAITS HORS TEXTE ET 4 CROQUIS

BERGER-LEVRAULT, ÉDITEURS

PARIS
RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1914

Louis GENSOUL

LIEUTENANT DE LA GARDE MOBILE

Péronne. — Septembre 1870

1973

UN BATAILLON DE MOBILES PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871

SOUVENIRS

DE

L'ARMÉE DU NORD

PAR

LOUIS GENSOUL

ANCIEN LIEUTENANT DE LA GARDE MOBILE
PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR D'APPEL DE ROUEN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Précédés d'une Lettre du Général FAIDHERBE

AVEC 2 PORTRAITS HORS TEXTE ET 1 CROQUIS

BERGER-LEVRAULT, ÉDITEURS

PARIS — RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7
NANCY — RUE DES GLACIS, 18

1914

DC
305.1
.G4
1914

PRÉFACE

Quelques années après la guerre de 1870, je publiai mes notes de campagne sur l'armée du Nord. Ma brochure, destinée principalement à mes anciens compagnons d'armes, a disparu, depuis longtemps, de la circulation. J'ai cru devoir la reproduire et la compléter, avant qu'il soit trop tard. J'ai ajouté, à mon précédent travail, quelques impressions personnelles et des lettres adressées, du théâtre de la guerre, à mes parents.

Je n'ai point la prétention d'écrire une histoire générale et stratégique de la campagne de l'armée du Nord. Je me bornerai à raconter ce que j'ai vu et entendu autour de moi. D'ailleurs, au cours des manœuvres et d'une bataille, un lieutenant, même lorsqu'il commande une compagnie, ne voit pas très loin devant lui et autour de lui. Mon récit sera donc simplement quelque chose comme la déposition d'un témoin.

J'avais écrit, jour par jour, mes notes de cam-

pagne, sur un petit carnet que je portais toujours avec moi ; je puis certifier l'exactitude des dates inscrites sur ses pages, qui ont servi de base à mon ouvrage et m'ont valu jadis bien des railleries. Souvent, soit en colonne de marche, soit à table, mes camarades m'interpellaient, pour m'inviter à inscrire quelque bonne farce de leur cru : « Gensoul ! marque donc, sur ton carnet, qu'un tel... » La plaisanterie n'était pas toujours du meilleur goût, ni digne de passer à la postérité, mais elle faisait rire un instant et c'était déjà un beau résultat, dans un temps où l'on ne riait guère. Mon petit carnet était donc devenu légendaire au bataillon. Aussi, après la guerre, ceux qui l'avaient criblé de leurs sarcasmes furent les premiers à me demander de le publier.

J'adressai un exemplaire de ma brochure au général Faidherbe, qui exerçait alors les hautes fonctions de grand chancelier de la Légion d'honneur. Il me répondit aussitôt par une lettre qui fait l'éloge de notre conduite pendant la guerre et donne à mon travail sur la campagne de l'armée du Nord un véritable brevet d'exactitude.

Je suis heureux de publier ci-après ce document, qui appartient aussi bien à mes anciens camarades qu'à moi-même.

L. G.

Rouen, février 1914.

LETTRE DU GÉNÉRAL FAIDHERBE

Lille, le 27 juin 1879.

Monsieur,

Je vous remercie de l'envoi que vous avez bien voulu me faire de votre travail sur l'armée du Nord.

J'ai conservé le meilleur souvenir de ce régiment de mobiles du Gard, qui a eu tant à souffrir de notre hiver rigoureux du Nord et qui, malgré cela, a si noblement fait son devoir pendant la guerre de 1870-1871.

Votre relation m'a beaucoup intéressé; elle est très exacte et faite dans un excellent esprit.

Veuillez agréer, pour vous et pour tous vos anciens camarades, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

L. Faidherbe.

SOUVENIRS

DE

L'ARMÉE DU NORD

I

Paris

(Juillet 1870)

Au mois de juillet 1870, j'étais à Paris, étudiant en droit, infiniment plus préoccupé d'un petit voyage en Auvergne, projeté avec deux de mes amis, que des bruits de guerre avec l'Allemagne. Nous partîmes, le 10 juillet, de Paris, et c'est à Clermont que nous apprîmes la déclaration de guerre. Médiocrement émus par cet événement, persuadés, comme la plupart des Français, que la guerre serait l'occasion d'un magnifique triomphe pour l'armée française, nous poursuivîmes, sans y rien changer, l'exécution du programme d'excursions que nos modestes finances nous avaient permis d'élaborer.

Cependant, nos parents s'inquiétaient furieusement. Lorsque j'arrivai à Bagnols, mon père m'adressa les plus vifs reproches. « Comment! la guerre est déclarée, tu es soldat, tu vas partir peut-être demain pour

la frontière, et tu perds ton temps à visiter les sites pittoresques de l'Auvergne! » Mon père avait raison; je le calmai de mon mieux et partis aussitôt pour Nîmes, demander au préfet une commission d'officier dans la garde mobile.

J'arrivai trop tard pour prendre un brevet de sous-lieutenant. Mes camarades nîmois avaient profité de leur voisinage de l'avenue Feuchères pour accaparer tous les postes de sous-lieutenant disponibles. Ce grade était le plus recherché; avec nos connaissances militaires rudimentaires, il était prudent et agréable de se cantonner dans les modestes fonctions de sous-lieutenant, auxquelles sont attachées toutes les prérogatives de l'officier et qui ne comportent pas cependant les responsabilités éventuelles du lieutenant. Il fallut donc me contenter des deux galons de lieutenant. Je revins à Bagnols, très fier de ma nouvelle qualité, et ne pensais guère à ce moment qu'elle me vaudrait pendant, toute la durée de la campagne, la lourde charge du commandement d'une compagnie.

Mais qui songeait alors à la réalité de la guerre? Les plus pessimistes, ceux que l'on traitait facilement de Prussiens, ne croyaient pas à l'invasion du territoire. J'ai retrouvé dans mes archives la lettre d'un de mes amis, très documenté, en correspondance avec des hommes politiques bien renseignés. Il m'écrivait en ces termes, à la date du 17 juillet 1870 : « Et la guerre, qu'en penses-tu? Ma mère me dit qu'il ne te déplairait pas d'aller garder la frontière, comme garde mobile. J'espère que tu partages ma colère contre nos absurdes hommes d'État qui n'ont pour excuse qu'une raison d'amour-propre national, de petite susceptibilité française. C'est mesquin, c'est petit, et comme le grand

Ollivier du 2 janvier s'est écrasé sur ses bottes, depuis qu'il a grandi pour tant de personnes en montant sur son cheval de bataille ! Pauvres Allemands, que nous allons battre, mitrailler, à charge de revanche il est vrai, mais pour avoir commis, vis-à-vis de nous, l'imprudence de soutenir un Hohenzollern en Espagne et la maladresse de se piquer, en présence de l'attitude insolente du Cabinet français ! Tout cela a été mesquin, du côté de la France... Il y a des gens qui vous disent : Oh ! la situation était tendue ; depuis 1866, cette guerre était dans l'air, il fallait rabattre le caquet de tous les Bismarckois. A ceux-là on n'a qu'à répondre le mot de Thiers : « Vous avez ajouté, à une faute, une seconde « faute : l'impatience de la réparer. » Cela fait plaisir de voir quelqu'un protester, dans une chambre grise des fumées de la poudre, etc., etc., il y en a trop à dire. »

Mon ami était, à ce moment, un des rares sages de la France. Il avait horreur des braillards qui criaient à tue-tête, dans les rues : A Berlin ! à Berlin ! qui chantaient : *Mourir pour la Patrie* et *La Victoire en chantant nous ouvre la barrière ;* cependant, il croyait à la défaite de ces pauvres Allemands, *que nous allions battre...* Il me voyait à la frontière, avec les gardes mobiles, derrière l'armée active qui, dans sa pensée, devait être sur le territoire allemand.

II

Bagnols-sur-Cèze

(Juillet 1870)

Sans être aussi sage que mon ami, j'étais cependant excédé par les hurlements de mes camarades et d'un grand nombre de jeunes Bagnolais qui chantaient, du matin au soir, dans les rues de la ville : *Mourir pour la Patrie* et *La Victoire en chantant!* Ces chants devenaient, à la longue, exaspérants. On chantait surtout en sortant des réunions publiques, qui se tenaient tous les soirs, et où l'on entendait de jeunes conférenciers débordants d'ardeur patriotique. Les plus violents furent précisément ceux qui restèrent tranquillement à Bagnols, pendant toute la période de la guerre. Mais au mois de juillet de 1870, ils avaient, à leur service, quelques phrases sonores qui leur valurent, auprès de leurs contemporains, de très grands succès. L'un d'eux, et non des moindres, s'écriait : « Partons, chers Camarades ! partons ! allons offrir nos poitrines aux balles prussiennes !. » Les autres partirent en effet, mais lui ne partit pas.

Mon cousin, Henri Gensoul, maire de Bagnols, homme de bon sens et d'expérience, bien loin d'encourager cette exaltation soi-disant patriotique, et ces manifestations bruyantes, essayait, au contraire, de calmer la population et de détourner l'exubérante ardeur de la jeunesse vers un but pratique et plus réellement patriotique. Il avait organisé, dans la cour du Collège,

des cours d'instruction militaire dirigés par d'anciens sous-officiers. MM. Prosper Prat et Rodolphe Corduan étaient les instructeurs chefs. Nous allions, matin et soir, suivre ces cours pratiques. Avec beaucoup de patience et de dévouement, nos instructeurs nous enseignaient l'école du soldat et l'école de compagnie. Nous ne savions rien, nous n'avions pas la moindre notion des exercices militaires ; la conversion à droite, la marche de flanc étaient pour nous de véritables révélations. Nous n'avions même pas de fusils pour faire l'exercice. J'avais trouvé, au grenier, un vieux fusil à pierre de mon père, et je m'en étais emparé ; j'étais le seul à posséder une arme ! Aussi me fit-on bientôt l'honneur de me confier le commandement d'un peloton. J'étais très fier de faire manœuvrer mes hommes dans cette cour du collège où, quelques années auparavant, je jouais aux barres avec les mêmes camarades qui marchaient sous ma direction. Je leur faisais opérer de superbes conversions, en marchant à reculons, mon fusil à pierre en avant, horizontalement, marquant la cadence et la direction.

Travaillant toute la journée avec une ardeur inlassable, nous étions véritablement arrivés, en peu de temps, à un résultat surprenant.

III

Uzès

(Août 1870)

Le 16 août, officiers et soldats du 3e bataillon de la garde mobile du Gard étaient convoqués à Uzès. Il fallut donc partir; mon instruction militaire était terminée. En arrivant à Uzès, j'appris que mon capitaine, M. Portal, ancien officier d'administration, était délégué aux fonctions de major et que j'avais, par suite, le commandement effectif de la 3e compagnie. Cette compagnie comprenait tous les hommes du canton de Bagnols, au nombre de 250 environ. Les sous-officiers et caporaux, que j'avais désignés, étaient tous mes anciens camarades du collège de Bagnols. Mon sous-lieutenant, Georges Maurin, de Nîmes, avocat, possédant une instruction militaire beaucoup plus complète que la mienne, me rendit, dès le début, et pendant toute la guerre, les plus grands services.

Vis-à-vis de mes sous-officiers, que je tutoyais, ma situation était assez délicate; ils la comprirent de suite à merveille; ils me témoignèrent, dès le premier jour, un dévouement et un respect dont ils ne se départirent pas jusqu'à la fin de la campagne. Ils mirent à mon service, avec beaucoup de tact, l'énorme influence qu'ils avaient sur les hommes de notre canton, et se firent un point d'honneur de donner, à la 3e compagnie, une impulsion qui la classerait parmi les plus exercées et les mieux disciplinées. Leur grand argument, dans les

moments difficiles, auprès des hommes récalcitrants, était invariablement celui-ci : « Allons! voyons, tu ne veux pas attirer des ennuis au lieutenant et l'obliger à te punir! » — Généralement, l'homme cédait.

Nos hommes étaient logés dans la caserne d'Uzès. Tous les matins, nous les conduisions au champ de manœuvres pour faire l'exercice. La première fois que ma compagnie de 250 hommes fut rangée en bataille dans la cour de la caserne et que, sur mon commandement, elle dut se mettre en marche, j'éprouvai une assez vive émotion.

Je me tournai vers mon sous-lieutenant Maurin et lui dis : « Tu crois que je saurai la faire sortir d'ici? — Mais oui, mais oui, me répondit-il; commande, avec assurance, en avant, et tout ira bien. » Et aussitôt, d'une voix forte, je commandai : *Par le flanc droit! En avant!* Marche! La compagnie s'ébranla comme par enchantement! Suivant son guide de tête, clairon sonnant, elle franchit triomphalement la porte de la caserne; j'étais sauvé!

Nous avions, comme chef de bataillon, un vieux capitaine en retraite, M. Poilpré, le meilleur des hommes assurément, malgré ses grands airs de tranche-montagne et ses rudes moustaches, mais déjà fatigué et peu qualifié pour entreprendre une campagne. Il était plein de bonnes intentions, voulait conduire son bataillon militairement et attachait, à la forme, une importance exagérée. Lorsqu'il me vit pour la première fois avec ma jeune barbe, il me signifia de la couper immédiatement. Je répondis timidement que, sans barbe, j'aurais l'air d'un gamin de dix-huit ans et que, pour commander une compagnie, j'avais grand besoin de tout mon prestige. « Inutile d'insister, me dit-il; demain, au

rapport, rasé. » Je m'inclinai et fis couper ma barbe. — Le lendemain, au rapport, lorsqu'il aperçut ma figure imberbe et débonnaire parmi celles des vieux chefs de compagnie moustachus, il poussa une grande exclamation, accompagnée de vigoureuses paroles. « Oh! Gensoul, laissez pousser votre barbe! » En officier discipliné, j'exécutai cet ordre, comme le premier, mais avec moins de précipitation; si bien qu'à la fin de la guerre ma barbe était encore très courte.

Nos capitaines étaient d'anciens sous-officiers de l'armée active, que la déclaration de guerre avait rappelés sous les drapeaux. Parmi ces sous-officiers réservistes, incorporés dès le mois de juillet 1870 dans les régiments de ligne, on avait choisi ceux qui paraissaient le mieux qualifiés pour exercer les fonctions de capitaine de la garde mobile. Ces choix ne furent pas heureux. Sans instruction générale, n'ayant conservé de leur long séjour à la caserne que de mauvaises habitudes, ces anciens militaires avaient oublié leur théorie et ne possédaient aucune des qualités que l'on est en droit d'exiger d'un chef de compagnie. Malgré leurs galons et leur costume, ils n'exerçaient aucune influence sérieuse sur les hommes, qui ne tardèrent pas à les percer à jour; ils manquaient d'intelligence et d'autorité.

Les jeunes lieutenants et sous-lieutenants étaient encore plus ignorants des choses militaires que leurs capitaines. Mais ils avaient à leur actif plus d'intelligence, d'instruction générale et d'éducation. Ils prirent, dès le début, sur la compagnie, une grande autorité morale. Dans toutes les circonstances ils firent noblement leur devoir et, s'ils avaient été mieux dirigés, ils auraient rempli leurs modestes fonctions de chefs de

section avec autant de courage et d'ardeur que leurs camarades de l'armée active.

Mais quel singulier amalgame que ce corps d'officiers de la garde mobile ! Un vieux chef de bataillon, tout juste bon pour commander la parade ; d'anciens sergents moustachus, habillés en capitaine ; de jeunes lieutenants sans expérience, n'ayant pour eux que le courage et la bonne volonté ! Cependant, une fois embrigadé dans l'armée du Nord, notre bataillon, composé d'hommes vigoureux et de haute taille, faisait bonne figure à son rang de bataille et marchait au feu aussi bien qu'un autre.

IV

Proclamation de la République

(4 septembre 1870)

Notre séjour d'un mois à Uzès fut de la plus grande utilité pour l'instruction militaire du bataillon et la cohésion des compagnies. Nous formions déjà un corps homogène, obéissant à son chef; chaque compagnie constituait une unité bien distincte et très souple dans la main de son capitaine. Tout allait à merveille, lorsque survinrent les lamentables incidents du 4 septembre! La proclamation de la République, qui dans d'autres circonstances m'aurait transporté de joie, fut, pour moi, l'occasion de très grands ennuis et d'une vive déception. Le 4 septembre, j'étais de service, comme officier de garde, au poste de police de la caserne. Vers 9 heures du soir, nous entendîmes un grand bruit dans la ville, des cris, des chants, Vive la République! Puis le tambour, la *Marseillaise*. Pas de doute, on proclamait la République. Lorsque le cortège, précédé de tambours et de flambeaux, passa devant la caserne, les hommes, déjà couchés, descendirent et se précipitèrent vers la porte de sortie. Je fermai la porte et les invitai énergiquement à remonter dans leurs chambrées. Mes paroles étant insuffisantes, je fis prendre les armes à mon poste, je le rangeai en bataille devant la porte et fis croiser la baïonnette. A la tête de mon piquet, qui heureusement ne bronchait pas, je

continuai à haranguer les hommes, qui se pressaient en masse devant les baïonnettes ; je leur disais : « Mais que voulez-vous faire ? où voulez-vous aller, à cette heure ? que vous importe la proclamation de la République ? Allez donc vous coucher. Il faudra vous lever demain à 5 heures, comme de coutume et aller à l'exercice. » Ils me répondaient, très sérieusement : « Mais, mon Lieutenant, puisque la République est proclamée, il n'y a plus d'Empereur, donc plus de guerre, plus de règlements militaires ; c'est la liberté pour tous ; nous partons, nous rentrons chez nous, nous allons dans nos villages. Pourquoi attendre demain ? » Ils avaient tous, en effet, leurs paquets sur le dos et se disposaient à quitter la caserne définitivement.

Je m'épuisais en raisonnement, j'étais sur le point de les convaincre et d'obtenir, moitié de gré, moitié de force, leur retour dans les chambrées, lorsque notre commandant Poilpré fit irruption, avec grand fracas, dans la cour de la caserne. Il s'approche de moi, me demande des explications ; je lui expose la situation et appelle son attention sur le danger qu'il y aurait à laisser sortir les hommes de la caserne. C'est à peine s'il m'écouta. Enlevez votre barrage, Lieutenant, laissez passer ceux qui voudront sortir, et, d'une voix forte, il s'écria : « Je vous donne à tous la permission de minuit. Criez avec moi : Vive la République ! » Jamais mes compatriotes n'ont crié d'aussi bon cœur et aussi fort : Vive la République ! Ce fut un cri formidable, et un sauve-qui-peut général ; en cinq minutes la caserne se vida. Naturellement, à minuit, personne n'était rentré. Le lendemain matin, à l'appel, les trois quarts du bataillon manquaient. C'est à grand'peine que la gendarmerie, lancée immédiatement dans toutes

les directions, parvint à ramener les déserteurs à Uzès.

Depuis quarante-deux ans, j'ai bien souvent pensé à cette nuit historique du 4 septembre, où j'ai joué, dans ce coin de la France, un petit rôle effacé, mais bien significatif! Tous ces braves gens, qui voulaient forcer la porte de la caserne et retourner dans leur pays, étaient d'une grande sincérité et n'obéissaient à aucune idée révolutionnaire. Ils avaient, très ancrée dans leur cervelle, cette idée simple, mais indiscutable pour eux, qu'avec la République disparaissaient toutes les contraintes, toutes les obligations, toutes les corvées militaires. Ils n'étaient certes pas républicains et n'attendaient pas des miracles de la République, mais ils avaient entendu dire, par les vieux de 1848, qu'en République les citoyens étaient libres de faire ce qu'ils voulaient; or, ce qu'ils voulaient, par-dessus tout, à cette heure, c'était rentrer chez eux. La République servait donc merveilleusement leur dessein et c'est pourquoi ils partaient sans approfondir davantage le sens du mot *liberté,* qui a donné lieu, depuis lors, à tant d'interprétations erronées. Ce lieutenant qui s'opposait brutalement à leur départ et les gendarmes qui les poursuivaient jusqu'au fond de leurs demeures, bouleversaient complètement leurs idées sur la République et la liberté. A leur retour, ils me racontaient très naïvement leur grande surprise et me demandaient, sur le nouveau régime politique, des explications, que je leur donnais bien volontiers mais qui ne paraissaient pas du tout les satisfaire. Et ils n'étaient pas seuls à penser de la sorte! En très grande majorité, les Français ne voyaient alors la République qu'à travers leurs vagues souvenirs historiques de 1793 et de 1848; la

République leur apparaissait comme un régime terrifiant où l'anarchie et la licence jouaient les principaux rôles. Cette mentalité populaire est encore, de nos jours, merveilleusement exploitée par tout un parti politique, à l'encontre du Gouvernement que la France a définitivement adopté.

V

Départ d'Uzès

(11 septembre 1870)

Les mêmes incidents se produisirent, le 4 septembre, sur d'autres points du territoire. L'autorité militaire jugea opportun de dépayser les gardes mobiles et de leur enlever ainsi la tentation d'aller coucher chez eux à la première occasion.

On nous fit quitter Uzès le 11 septembre, à 5 heures du matin. Nous partions pour Nîmes. Cette première étape fut pénible et bien décourageante! Après une heure de marche, les compagnies commencèrent à se débander. Les traînards encombraient la route, sur plusieurs kilomètres. La tête de colonne arrivait à Nîmes, tandis que la queue des traînards passait à peine le pont Saint-Nicolas, sur le Gardon, à 20 kilomètres en arrière. A Nîmes, on nous conduisit à la gare des marchandises, où un train composé de wagons à bestiaux nous attendait. Les mobiles, inaccoutumés à l'embarquement, s'installèrent assez mal dans ces wagons peu confortables; ils n'avaient même pas la paille que l'on donnait, d'ordinaire, aux moutons et aux bœufs, voyageurs habituels de ces voitures malpropres; mais, à la guerre comme à la guerre! disaient les mobiles en riant. Ils parlaient toujours de la guerre comme d'une chose qui leur était tellement étrangère, qu'ils en plaisantaient volontiers. Le départ de Nîmes était, pourtant, le premier acte du drame dans lequel ils allaient bientôt

jouer un des premiers rôles. Les officiers étaient confortablement installés dans une voiture de première classe.

Nous allions ainsi traverser toute la France et faire un grand voyage, qui dura trois jours. On nous envoyait à Brest ; mais l'encombrement des voies directes nous obligeait à prendre la route de Cette, Toulouse, Bordeaux, Angoulême, Poitiers, Le Mans, Rennes, Saint-Brieuc. De toutes ces villes, nous ne vîmes guère que les gares et les buffets dressés en notre honneur. Les dames de la ville venaient nous offrir du vin blanc, des gâteaux et toutes sortes de friandises. Pour les remercier, nous faisions descendre notre fanfare, qui jouait la *Marseillaise,* le *Chant du Départ* et autres morceaux patriotiques, aussi connus en Gascogne qu'en Languedoc. Puis nous repartions. Le train marchait nuit et jour, lentement, s'arrêtant parfois quelques heures au milieu des champs, pour laisser passer un express. Nous avions ainsi l'occasion de faire connaissance avec de beaux paysages, très différents des nôtres, et que les teintes d'automne commençaient à dorer merveilleusement.

VI

Landerneau

(14 septembre 1870)

Un beau matin, sans accidents et sans se presser, notre train nous déposa à Landerneau. Le premier bataillon étant à Brest, on nous laissait à Landerneau. La déception fut générale. Nous nous réjouissions de faire la connaissance d'un grand port de guerre, et voilà qu'on nous cantonnait dans une petite ville presque ridicule, avec son nom bizarre, que l'on accole toujours à celui de Brive-la-Gaillarde et de Carpentras.

On nous fit très bon accueil à Landerneau. La municipalité avait préparé, pour nous recevoir, un vieux couvent abandonné, entouré d'un superbe parc, dans un site très pittoresque.

Nous allions souvent à Brest, quelquefois en bateau, sur la petite rivière qui débouche au fond de la rade. Ce séjour à Landerneau fut charmant; nous en avons conservé le meilleur souvenir et nous aurions bien voulu le prolonger. Mais il fallait partir. Pourquoi? Pour quel endroit? Nous n'en savions rien. Le train qui nous emportait prit la route de Brest à Paris; nous passâmes au Mans, puis à Rouen, et deux jours après notre départ nous arrivions, le 24 septembre, à Amiens.

Notre séjour à Amiens ne fut pas long; arrivés le 24 septembre, nous repartions, le 28, pour Péronne,

mais cette fois à pied. La route la plus directe, d'Amiens à Péronne, passe par Corbie. Corbie fut notre première étape. Le 29, le bataillon vint coucher à Bray et notre compagnie fut détachée à Morlancourt. Le 30 au soir nous arrivions à Péronne.

VII

Péronne

(30 septembre 1870)

Nous ne pensions pas rester longtemps à Péronne; cependant nous étions destinés à former la garnison de cette place forte, qui était l'une des plus anciennes du Nord et dont l'histoire remontait à l'époque mérovingienne. *Urbs nescia Vinci,* Péronne-la-Pucelle, avait encore le droit de porter, sur son écusson, sa devise et son surnom, lorsque nous fîmes notre entrée dans ses murs, le 30 septembre 1870.

La ville était jolie, charmante, très propre comme la plupart des villes du Nord. Sur la place d'armes, bien régulière et pavée, s'élevait l'hôtel de ville construit sous François Ier et l'église Saint-Jean, commencée sous Louis XII. Ces deux monuments, aussi beaux que respectables, ont été victimes du bombardement des Prussiens, en janvier 1871.

Péronne était une place très forte, avant l'intervention des canons à longue portée. La Somme forme, autour de ses remparts, de vastes marécages qui la rendent d'un accès difficile. Les forts de la Couronne de Paris et de la porte de Bretagne protègent la ville, qui serait imprenable si elle n'était dominée par des hauteurs, situées à 3 kilomètres environ, d'où l'ennemi pouvait bombarder à son aise.

Dès le lendemain de notre arrivée, nous prîmes le service de la place ; c'était tout à fait nouveau pour nous. Le service de place, surtout en temps de guerre, est très rigoureux. Les postes, organisés comme en présence de l'ennemi, qui en réalité n'était pas très éloigné, exigeaient 200 hommes de garde par jour, et notre bataillon formait, à lui seul, la garnison.

Nous fîmes, à Péronne, un bon apprentissage de la guerre. Le fort de la Couronne de Paris et celui de la porte de Bretagne occupaient chacun 50 hommes, commandés par un officier. Mon tour de garde, dans l'un ou l'autre de ces forts, revenait tous les cinq jours. D'une parade à l'autre, c'est-à-dire de midi à midi, on était bloqué dans ce poste, creusé sous les remparts, casematé, humide et froid. Déjà l'hiver, dans cette région, commençait à se faire sentir. Les nuits d'octobre étaient froides. Nos sentinelles, placées sur les remparts, grelottaient dans les maigres couvertures de laine que le préfet de la Somme nous avait généreusement octroyées ; les mobiles étaient mal vêtus et souffraient du froid.

L'officier de garde passait son temps à inspecter les sentinelles et à lire au coin du feu. Mais ces vingt-quatre heures étaient longues et c'est avec joie que l'on passait la consigne à la garde montante.

Une fois par semaine, j'allais faire, à la tête de ma compagnie, une reconnaissance aux environs de Péronne. Je recevais, la veille, du commandant, un petit billet prescrivant l'itinéraire à suivre et les opérations à exécuter. J'ai retrouvé un de ces billets, il était ainsi conçu : « La reconnaissance opérée par la 3e compagnie, commandant Gensoul, dans la matinée du 1er no-

vembre 1870, aura à sortir par la porte de Bretagne, aller jusqu'à la maison rouge, route de Boissel, et descendre à Bussan, en fouillant le bois dit du Pendu, et rentrer à Péronne. »

Avec mon excellent sous-lieutenant et ami Maurin, nous exécutions ces instructions, très sérieusement, la carte à la main. Nous aurions bien voulu rencontrer quelques uhlans en reconnaissance, pour embellir mon rapport, mais les uhlans, signalés par les journaux, ne se montraient pas encore.

Nous avions pris la douce habitude de vivre, à Péronne, comme si nous devions toute notre vie tenir garnison dans cette place forte. Nous avions reçu un si excellent accueil de la population, que l'idée de quitter une si bonne station ne nous venait pas.

Les Picards sont très accueillants. Le notaire chez lequel j'étais logé, M. Caudron, m'avait donné une chambre très confortable. Il m'invitait souvent à dîner et me conduisait, en voiture, à sa campagne, située sur l'emplacement du champ de bataille de Testry. En fouillant la terre, on trouvait encore des lances, des débris d'armures datant de l'an 687.

Cependant le mois de novembre s'avançait ; la résistance s'organisait sur tout le territoire. Nous étions un peu humiliés de rester, pour ainsi dire, inactifs à Péronne, quoique très occupés à garder des murs que personne n'attaquait. Avec deux de mes camarades, j'avais accepté la proposition du commandant Perrier, du 43e de ligne, qui nous offrait de faire partie du bataillon de marche qu'il organisait à Péronne. D'autres entraient dans une compagnie de francs-tireurs. Nos préparatifs étaient déjà faits lorsque, le 15 novembre, l'ordre général de départ fut donné, aussi bien pour

notre bataillon que pour le 43e de ligne. Je cédai aux instances de mes amis et restai dans mon bataillon de mobiles.

Nous quittâmes Péronne par une matinée de novembre triste et froide. Nous franchîmes, une dernière fois, non sans émotion, le pont-levis de la porte de Bretagne, que je faisais lever tous les soirs de garde; une dernière fois encore, au bruit de notre fanfare, nous vîmes plonger les innombrables sarcelles qui nageaient sur les eaux des fossés et des mares, puis la ville disparut au premier tournant du chemin.

En disait adieu à nos bons amis picards, qui nous avaient accompagnés jusqu'à la porte de Bretagne, je leur avais sincèrement promis de venir les voir après la guerre. Pourquoi n'ai-je pas tenu ma promesse? J'ai souvent formé le projet d'aller à Péronne et puisque je suis maintenant dans son voisinage, j'espère bien y faire, prochainement, le pèlerinage depuis si longtemps projeté.

Péronne soutint héroïquement le siège que lui firent les Allemands et si elle capitula, le 10 janvier 1871, ce fut avec tous les honneurs de la guerre et après une résistance admirable, à laquelle les Allemands eux-mêmes rendirent justice. Ils déclarent, en effet, dans le protocole de la capitulation, qu'en raison de la résistance énergique de Péronne, eu égard à sa faible position et aux dégâts produits par le bombardement, la ville serait exempte de toute réquisition en argent et en nature.

C'est pour rendre un éclatant hommage à son héroïque conduite pendant la guerre, que le Gouvernement de la République, par décret du 3 octobre 1913, vient de conférer, à la ville de Péronne, le droit

de porter, dans ses armoiries, la croix de la Légion d'honneur.

Avec tous les amis de Péronne je m'associe à la joie des habitants de la vaillante cité, qui ont bien mérité cette haute distinction, par leur courage et leur belle défense pendant le siège.

VIII

Le camp d'Amiens

(16 novembre 1870)

Le 16 novembre, nous arrivions à Amiens. La ville était bondée de soldats et il fut impossible de nous loger, chez l'habitant, plus d'une journée. Le 17, le bataillon fut envoyé à 2 kilomètres d'Amiens, dans un camp construit à la hâte, au milieu d'un immense champ de betteraves. Les baraques en planches laissaient passer le vent et la pluie ; les rues du camp étaient détrempées et formaient un affreux cloaque. Nous n'avions ni paille, ni eau, ni vivres d'aucune sorte. En arrivant, nous eûmes un moment de découragement, mais bientôt chacun se mit résolument à l'œuvre. Il fallait, tout d'abord, songer à boire et à manger ; on organisa une commission d'alimentation, composée d'un capitaine, d'un lieutenant et d'un sergent-fourrier. Membre de cette commission, j'étais préposé spécialement au service de l'eau et du combustible. Ces deux éléments contraires me donnaient assez de peine à rassembler. J'envoyais chercher l'eau à Amiens, dans des tonneaux, et ce n'était pas petite affaire, pour une consommation de 10.000 litres par jour. On prenait le bois dans les villages voisins ; nous brûlions même de la tourbe, que l'on trouvait sur les bords de la Somme.

Les hommes se procurèrent de la paille et se firent des lits très confortables, où ils se couchaient tout habillés ; ils bouchèrent les fentes des baraques avec

de la terre glaise et creusèrent des fossés pour dessécher les rues. Bientôt notre camp prit l'aspect d'une ville très animée et presque propre.

Depuis le 16 novembre, les deux bataillons de mobiles du Gard étaient réunis ; ils composaient un régiment de 2.500 hommes, sous la désignation de 44e régiment de marche ; il était commandé par le colonel Saignemorte.

Nous allions tous les jours à Amiens. Chaque officier rapportait, du cercle militaire, des nouvelles de la guerre, que l'on racontait et discutait le soir, autour du feu, dans les baraques. La formation de l'armée du Nord était, à ce moment, la grosse question du jour. M. Testelin venait d'être nommé commissaire du Gouvernement de la Défense nationale pour les départements du Nord. Les journaux annonçaient qu'il organisait une armée, dont Bourbaki serait le chef et le général Farre chef d'état-major. Mais de quels éléments se composait cette armée en formation ? Avait-elle de l'artillerie, de la cavalerie ? Personne n'en savait rien. Il paraissait certain, cependant, que notre régiment était destiné à faire partie de la nouvelle armée, et que notre général, Paulze d'Ivoy, devait en commander une fraction importante.

Le 25 et le 26 novembre, la présence de troupes prussiennes fut signalée, par nos éclaireurs, à Boves et à Fouencamps. Quelques engagements sans importance eurent lieu à Villers-Bretonneux, à Gentelles ; nous apprîmes qu'une armée prussienne, sous les ordres du général Manteuffel, marchait sur Amiens.

Cette armée arrivait quinze jours trop tôt. L'armée du Nord, en pleine formation, n'existait guère que sur le papier. Malgré l'activité prodigieuse du général

Farre, chef d'état-major, les troupes que nous devions opposer à la marche de Manteuffel n'avaient pas encore pu acquérir la cohésion nécessaire pour résister au choc d'un corps prussien bien organisé.

Le 26 au soir, des régiments incomplets, mal équipés, arrivaient à Amiens par le chemin de fer, de Douai, de Lille, de Valenciennes. Ces différents corps de troupe se rencontraient pour la première fois et devaient combattre, le lendemain, côte à côte, sous les ordres de généraux qui ne les connaissaient même pas.

IX

Bataille d'Amiens

(27 novembre 1870)

Le 27 novembre, à la pointe du jour, notre bataillon sortait du camp pour opérer une reconnaissance du côté de Dury. L'ennemi était dans le voisinage; on entendait déjà des coups de canon dans le lointain. La journée s'annonçait sérieuse et, pour la première fois, nos troupes marchaient en silence, sans esquisser la moindre plaisanterie. Nous entendîmes bientôt crépiter la fusillade près de nous; notre émotion était très vive; nous allions, au pas gymnastique, dans la direction du bruit, lorsque nous fûmes accostés par un bataillon de chasseurs qui battait en retraite. Engagé depuis une demi-heure avec une forte colonne prussienne se dirigeant vers Amiens, le commandant de ce bataillon avait jugé inutile de prolonger une lutte inégale; il se retirait sur Amiens et conseillait à notre commandant de faire comme lui. Nous rentrâmes donc au camp avec les chasseurs, suivis de très près par les Prussiens. Il était alors 9 heures du matin à peine et cette journée nous paraissait déjà bien longue! On nous plaça aussitôt dans une tranchée que le général Paulze d'Ivoy avait fait creuser, sur une très grande longueur, au sud d'Amiens, pour protéger la ville. Une bonne partie de l'armée du Nord occupait cette tranchée, destinée à arrêter le choc de l'ennemi.

Une batterie française, garantie par un épaulement

de terre, était placée à notre gauche, à 300 mètres environ. A 11 heures, elle ouvrit le feu contre les batteries prussiennes établies sur les hauteurs de Dury. Les marins qui servaient nos pièces étaient décimés ; on les voyait tomber, puis remplacés par des camarades, mais la batterie tirait toujours. Les chevaux, placés en arrière et mal protégés, recevaient des obus ; ils se cabraient et les artilleurs préposés à leur garde avaient beaucoup de peine à les maintenir. Notre artillerie était manifestement insuffisante ; on avait l'impression que les hommes, les chevaux et les canons formaient un assemblage incohérent. Organisées à la hâte, avec des éléments disparates, ces batteries, commandées par des officiers qui ne connaissaient ni leurs artilleurs, ni leur matériel, n'étaient pas de taille à lutter contre l'artillerie prussienne. Rangé en bataille, dans la tranchée, notre régiment se tenait prêt à combattre. Nous étions à l'abri des obus, qui passaient en sifflant au-dessus de nos têtes et parfois s'enfonçaient dans le remblai, en rejetant la terre sur nous.

Avec une lorgnette, nous pouvions suivre, assez exactement, les diverses phases du combat engagé devant nous. Nous dominions une plaine ; j'ai vu très distinctement l'attaque d'un cimetière, dans lequel les Prussiens étaient embusqués, par un bataillon de chasseurs et de mobiles. Les Français avançaient par bonds successifs, à rangs serrés et en bon ordre. Les Prussiens tiraient à travers les meurtrières pratiquées dans le mur du cimetière. Nos amis perdaient beaucoup de monde ; c'était lamentable de les voir tomber en grand nombre, tandis que les Prussiens tiraient toujours à l'abri ! Cependant les Français pénétrèrent dans le cimetière ; un combat terrible s'engagea au milieu des

croix et des tombes. Les Prussiens, battus, prirent la fuite du côté de Dury. Nos observations à la longue-vue furent interrompues par l'arrivée du général Paulze d'Ivoy. Il passait, à cheval, sur le front du régiment. Il dit à notre colonel, auprès duquel je me trouvais en ce moment, que sur toute la ligne nous avions un avantage marqué. « Votre régiment, lui dit-il, chargé de garder l'artillerie, pourrait bien être envoyé sur la droite, pour prévenir un mouvement tournant ; tenez-vous prêt. » Puis il repartit au galop. Je regagnai aussitôt ma compagnie et je pris toutes mes dispositions pour partir au premier signal. A 3 heures nous étions toujours à la même place, attendant, d'une minute à l'autre, l'ordre annoncé de nous porter en avant.

Rien n'est plus pénible, à la guerre, que de rester ainsi, l'arme au pied, au milieu d'un champ de bataille. Cette journée du 27 novembre n'en finissait plus! Il aurait cent fois mieux valu, pour nous, prendre part à l'action que de rester ainsi terrés au fond d'une tranchée, dans l'attente angoissante d'un ordre qui n'arrivait pas.

Enfin, vers 5 heures, à défaut d'ordre, la nuit vint. Déjà depuis une demi-heure on la voyait tomber lentement et, à mesure que son obscurité bienfaisante grandissait, la fusillade perdait son intensité et notre émotion se calmait. Bientôt on n'entendit plus que quelques coups de canon isolés et lancés au hasard, comme un défi pour le lendemain. Mais ce lendemain nous paraissait bien éloigné, et nous nous laissions aller délicieusement à cette joie intérieure et secrète que l'on éprouve, le soir d'une bataille, lorsque la nuit vous protège et que l'on se sent sain et sauf.

Vers 6 heures, nous rentrâmes au camp. Des marins

et des chasseurs, trop éloignés de leurs cantonnements pour les rejoindre, passèrent la nuit avec nos hommes, dans nos baraquements confortables. Après la soupe, marins et mobiles, couchés côte à côte, s'endormirent profondément.

A minuit, avec ma compagnie, je pris la garde dans la tranchée. Mon commandant m'avait donné la consigne de garder une ligne de 1 kilomètre environ, de surveiller l'ennemi avec des sentinelles avancées et d'engager le combat si j'étais attaqué, en prévenant aussitôt le colonel par une estafette.

C'était la première fois que je me trouvais ainsi seul, la nuit, à la tête de ma compagnie, en face et tout près de l'ennemi. L'heure était solennelle, et j'ai conservé de cette nuit de grand'garde une impression profonde. Je devais en passer bien d'autres, infiniment plus pénibles et plus dangereuses, mais celle-là était la première et me faisait sentir tout le poids de ma responsabilité.

Le temps était très calme et l'atmosphère assez transparente. Avec mon sous-lieutenant Maurin, nous restâmes debout toute la nuit. Nous allions d'une extrémité à l'autre de la zone confiée à notre garde, inspectant l'horizon, écoutant tous les bruits, que le silence de la nuit grandissait démesurément.

Dans le lointain, en face de nous, s'élevait une immense clarté rougeâtre projetée par l'incendie du village de Dury. La plupart des maisons, recouvertes de chaume, flambaient. Parfois des cavaliers ennemis, en reconnaissance, passaient, comme des ombres, dans cette grande clarté. Nos sentinelles leur décochaient quelques balles et ils disparaissaient dans l'obscurité.

De ce même côté, avec le pétillement de l'incendie,

on entendait aussi très distinctement le bruit des roues et des caissons d'une batterie que les Prussiens changeaient de place.

On battait la générale à Amiens ; le roulement lugubre des tambours, mêlé aux cris confus et discordants de la foule, arrivait jusqu'à nous.

Nous écoutions sans échanger une parole, absorbés l'un et l'autre dans nos pensées, très impressionnés par la solennité de l'heure et du lieu, mais calmes cependant et prêts à marcher si les circonstances l'exigeaient.

X

Retraite d'Amiens à Doullens

(28 novembre 1870)

Le 28 novembre, à 7 heures du matin, au moment où le jour commençait à paraître, et où je m'attendais à être attaqué, je reçus l'ordre de rallier la compagnie et de me replier le plus promptement possible. Au camp, nous trouvâmes notre bataillon en armes, prêt à partir, nous attendant avec impatience pour battre en retraite. Nous prîmes notre rang dans le bataillon et partîmes aussitôt.

Déjà toutes les troupes avaient évacué Amiens ; l'armée, divisée en quatre colonnes, se retirait, depuis 5 heures du matin, par différentes routes. Nous suivions la colonne commandée par le général Lecointe, qui se dirigeait sur Doullens et dont la tête était déjà bien loin lorsque nous traversâmes Amiens.

En traversant la ville, au pas de course, nous n'avions pas le temps de faire de longues observations ; nous avons conservé cependant de cette vision rapide, à travers le bouleversement général, un souvenir assez pénible.

Nous marchions très vite, afin de nous soustraire aux poursuites de la cavalerie prussienne, qui devait inévitablement se lancer sur la route de Doullens ; nous étions les derniers de la colonne et, par suite, les plus exposés. A 11 heures du matin, nous avions déjà fait 20 kilomètres sur la route. Une attaque de

l'ennemi n'était plus à craindre, le bataillon s'arrêta quelques minutes pour respirer. Les hommes étaient harassés de fatigue ; la veille ils avaient assisté à la bataille d'Amiens, la plus grande partie de la nuit s'était passée aux avant-postes et, depuis le matin, ils allaient au pas de course, sur cette route de Doullens, qui s'allongeait indéfiniment en ligne droite, et toujours avec le même horizon et le même clocher au bout. Après cette pose, nous avions encore 20 kilomètres à faire pour atteindre Doullens. Nous fîmes ces 20 kilomètres presque aussi rapidement que les premiers ; à la nuit tombante nous arrivions à Doullens.

Mais nous arrivions les derniers, dans une ville de 3.000 habitants déjà envahie, dévalisée par les 15.000 troupiers qui nous précédaient. Il fallut renoncer à trouver des logements en ville et, sans perdre de temps, dresser nos tentes de toile sous les remparts, au milieu d'une prairie, charmante peut-être en juin, mais singulièrement humide et peu confortable par cette nuit de novembre.

Le 29 novembre, à 5 heures du matin, on bat la générale ; nous plions nos tentes et nous partons en nous dirigeant sur Arras, par une route pavée, très large et très droite, plus monotone, s'il est possible, que celle de la veille. La plupart des mobiles avaient les pieds ensanglantés et souffraient beaucoup, mais ils marchaient quand même, sans se plaindre. Ils firent courageusement cette étape, très dure, de 37 kilomètres, et encore, en arrivant à Arras, nous fit-on rebrousser chemin pour aller prendre notre cantonnement à 5 kilomètres, dans le village de Dainville. Pendant ces deux journées de marche forcée, nous n'avions pas laissé un seul homme en arrière ; quelle différence

avec notre première et décourageante étape d'Uzès à Nîmes, du 11 septembre précédent !

A Dainville, on nous laissa au repos pendant trois jours. J'étais logé chez le curé du village, un excellent homme, qui, par ses soins, me fit bien vite oublier les misères et les fatigues de la route. Au moment de notre départ, il me donna sa photographie que j'ai conservée précieusement. De Dainville nous avons pu aller à Arras, pour acheter une sacoche et quelques objets de toilette indispensables. Nous avions perdu notre cantine dans la retraite ; nous ne possédions plus rien. Je trouvai plus prudent de ne pas reconstituer ma cantine qui risquait fort de se perdre à la première occasion. Suivant l'exemple de tous les officiers de l'armée du Nord, je n'avais pour tout bagage que les menus objets contenus dans ma sacoche portée en bandoulière. Nous n'avions ni habits, ni linge, ni souliers de rechange ; c'était bien le cas de dire *omnia porto mecum*. Nous avons fait toute la campagne de 1870 dans ces conditions, la sacoche sur le dos et la canne à la main. En passant dans une ville, nous achetions du linge et des souliers et nous laissions à nos hôtes notre défroque sale et usée.

XI

Lens

(2 décembre 1870)

Le 2 décembre, par un froid très vif, nous quittions Dainville, très reposés de nos fatigues, et nous nous arrêtions à Lens, ville de mineurs et de souvenirs historiques. A quelle date la bataille de Lens, Gensoul ? me dit un camarade, en apercevant le clocher de Lens. — 1648, mais ne m'en demande pas davantage. J'appris le lendemain, en visitant le champ de bataille, que Condé se tenait sous un chêne, pendant l'action, et on nous montra ce vieil arbre, archicentenaire, bardé de fer-blanc rouillé, soutenu par des étais et paraissant authentique ; d'ailleurs, en ces matières, il faut avoir la foi et ne pas approfondir.

Nous passâmes une semaine à Lens ; j'avais trouvé une chambre dans un assez bon hôtel, où tous les officiers du régiment prenaient leur repas. Il faisait très froid et nous ne sortions guère que pour assister aux appels, aux prises d'armes et pour prendre la garde. Cette semaine de grande tranquillité et de repos absolu nous fut très profitable, pour réparer nos forces. Ce même temps fut aussi très utilement employé, par la défense nationale, pour réorganiser l'armée du Nord, que la bataille d'Amiens avait disloquée en pleine formation. Bourbaki, nommé général en chef de l'armée du Nord, n'avait jamais pris possession effective de son commandement. Après la

bataille d'Amiens, il donna sa démission et fut remplacé par le général Faidherbe. La nomination de ce nouveau général en chef produisit un très grand et très salutaire effet sur l'esprit des officiers et des troupes. On disait le plus grand bien de lui. Ami de Gambetta, républicain mis à l'index par l'Empire, appelé cependant par son seul mérite au grade de général, Faidherbe nous inspirait la plus grande confiance. Il arrivait à notre tête, précédé de la réputation que lui avaient faite ses grands succès au Sénégal et en Algérie. C'était aussi un savant, un homme d'étude, à l'allure simple et modeste, qui ne ressemblait en rien aux brillants, mais ignorants généraux de l'Empire, auxquels nous devions nos grandes défaites d'août et de septembre. D'ailleurs, l'influence du général en chef se fit bientôt sentir. On réorganisait ferme ; cela se voyait. En quelques jours l'armée fut divisée en brigades et divisions. L'artillerie fut considérablement augmentée ; les services auxiliaires créés. Nous avions l'impression d'être incorporés dans une véritable armée et nous ne cherchions plus, comme avant et pendant la bataille d'Amiens, à quel corps d'armée nous appartenions et quel général le commandait.

Malheureusement, ce fut à Lens que l'on commit la faute de procéder à l'élection des officiers par les gardes mobiles. Le général Faidherbe fut impuissant à conjurer cette mesure générale, qui devait donner les plus tristes résultats. L'idée de faire nommer les officiers par les soldats datait de 1848 ; elle avait germé dans le cerveau des fortes têtes républicaines de ce temps, et le Gouvernement de la Défense nationale avait commis l'imprudence de la mettre en pratique. Je fus réélu par mes hommes ; je puis donc

critiquer à mon aise ces élections. Je ne crains pas d'affirmer que, sur tout le territoire, elles furent déplorables. Les meilleurs officiers, les plus énergiques furent éliminés par le scrutin ; on les remplaça par d'anciens sous-officiers, qui étaient loin de les valoir. Notre autorité, qui commençait à s'affirmer, subit une très rude épreuve, et il ne fallut rien moins que la main ferme de Faidherbe et l'institution de la cour martiale pour la restaurer. La plupart des sous-officiers se livrèrent à d'assez basses intrigues et menèrent, contre leurs officiers, une campagne de dénigrement abominable. Je n'avais certes pas à me plaindre de pareils procédés à mon égard. Les élections de notre compagnie eurent lieu dans une grande remise, où nos hommes étaient campés. Je n'y assistai pas ; mes sous-officiers se chargeaient de faire mon élection et j'étais bien tranquille ; cependant, malgré mon succès, j'ai conservé de cette élection militaire le plus pénible et le plus humiliant souvenir. J'espère bien que cette expérience sera la dernière et que nous ne donnerons plus jamais un pareil spectacle, surtout en face de l'ennemi.

XII

Billy-Montigny

Après notre séjour à Lens, le bataillon fut envoyé à Billy-Montigny, petit village situé à 3 kilomètres de Lens. Depuis plusieurs jours, par un froid devenu très vif, la neige couvrant la campagne, les rivières profondément gelées, les arbres chargés de givre, nous apprenaient, à nous pauvres Méridionaux, les rigueurs d'un hiver du Nord. L'exercice était impossible ; on se bornait à faire deux appels par jour ; nous passions le temps auprès du feu, à causer avec nos hôtes, qui nous traitaient admirablement.

Le 11 décembre 1870 fut assurément l'une des plus dures et des plus pénibles journées de la campagne. Nous quittions Billy-Montigny deux heures avant le jour ; on nous transportait en chemin de fer de Lens à Achiet-le-Grand ; puis nous prenions, à pied, la route de Bapaume et nous traversions la ville sans nous y arrêter. A 8 heures du soir, nous passions sous les murs de Péronne, dont les ponts-levis rébarbatifs se dressaient devant nous sans vouloir s'abaisser. Nous marchions encore, après Péronne, jusqu'à 9 heures du soir, pour arriver enfin à Mons-en-Chaussée ; j'ai calculé que, dans cette journée d'hiver glaciale, nous avions fait 52 kilomètres à pied, sans compter notre transbordement en chemin de fer.

Dans le trajet de Péronne à Mons-en-Chaussée, de 8 heures à 9 heures du soir, quelques hommes du ba-

taillon, qui s'étaient arrêtés un instant pour remettre les cordons de leur chaussure, ont été retrouvés morts, glacés, à la même place, assis au bord du fossé. Cette marche forcée indiquait bien que des manœuvres actives allaient commencer et que notre général en chef prenait sérieusement l'offensive. J'ai su, plus tard, que ce mouvement coïncidait avec les opérations de la 1re division, dirigée le 8 décembre sur Saint-Quentin, qui avait fait rétrograder les Prussiens jusqu'à Ham et La Fère. Le 10 décembre, le général Lecointe s'était emparé de Ham et du fameux fort dans lequel Napoléon III avait été détenu. L'armée du Nord, reconstituée par Faidherbe, s'avançait, par différentes routes, sur Amiens, et refoulait sur cette ville les postes prussiens qui occupaient le pays. Le plan de Faidherbe consistait à faire une diversion en Picardie, pour attirer vers lui et immobiliser ainsi toutes les troupes ennemies qui envahissaient le nord de la France. Le résultat de cette manœuvre habile fut d'obliger les Prussiens à concentrer des troupes à Amiens, à rappeler leur VIIIe corps de Normandie, à abandonner leur projet d'invasion de Rouen et du Havre.

XIII

Mons-en-Chaussée — Ham

(12 décembre 1870)

Le 12 décembre, à 3 heures après-midi, nous étions encore à Mons-en-Chaussée, à peine reposés des grandes fatigues de la veille et bien persuadés que nous coucherions encore dans ce village. Mais nous recevions l'ordre de partir immédiatement pour Ham, et le plus vite possible. Nous laissâmes les sacs au cantonnement, et, ainsi allégés, nos hommes partirent allégrement, presque au pas de course. Cependant il était déjà nuit quand nous arrivâmes à Ham. Notre présence n'était sans doute plus utile dans cette ville, qui regorgeait de soldats, car on nous fit rétrograder jusqu'au village de Sancourt. Avec quelques camarades, j'étais logé dans le château de M. de Lacourt, homme très aimable, qui nous accueillit en grand seigneur qu'il était. Je m'assurai que ma compagnie était merveilleusement installée dans la ferme, pourvue de toutes sortes de victuailles, couchée sur de la paille fraîche, et je pénétrai dans la belle salle à manger du château, où mon couvert était mis.

En arrivant à Sancourt, de nuit, mouillé, fatigué, affamé, je ne m'attendais guère à pareille réception. Mme de Lacourt nous reçut avec une très grande amabilité et nous offrit un excellent dîner, en s'excusant

tout le temps de ne pouvoir donner mieux à des officiers français.

Le dîner fut très gai ; nous racontions à nos hôtes toutes les misères des jours précédents ; au champagne, on porta des toasts et, à 11 heures du soir, nous étions encore à table, oubliant notre fatigue, la guerre et les Prussiens. Nous avions chacun une belle chambre, avec un bon lit et un grand feu devant lequel nous étalâmes nos vêtements mouillés. Jamais je n'ai si bien dormi que dans ce château de Sancourt !

La marche du régiment nous tira cependant, de bonne heure, hors de nos couvertures et, dès l'aube du 13 décembre, nous battions les environs de Ham à la recherche des Prussiens. N'en trouvant pas, nous rentrâmes, le soir, à Mons-en-Chaussée, très fatigués et peu édifiés sur l'utilité de notre voyage. Cependant, il nous restait et il nous restera toujours, de cette expédition, le souvenir exquis de la réception au château de Sancourt.

Notre nuit du 13 décembre ne devait guère ressembler à celle de la veille, passée au château de Sancourt. Où étaient, hélas ! la belle chambre, le bon feu flambant, les couvertures moelleuses ? Dès notre arrivée à Mons-en-Chaussée, sans désemparer, je pris le service de grand'garde. Je m'installai dans une grange isolée, à 2 kilomètres en avant du village, au milieu d'un champ de betteraves. Toute ma compagnie était abritée dans cette grange, ouverte, d'un côté, à tous les vents, comme un hangar. Le temps était affreux ; il pleuvait ; le froid était néanmoins très vif et la nuit des plus obscures ; mes hommes, très fatigués, étaient d'assez mauvaise humeur ; quand arrivait leur tour de garde, j'avais beaucoup de peine à relever leur moral. A 10 heures

du soir, j'avais, enfin, péniblement placé toutes mes sentinelles, visité mes postes, et je m'étais étendu, dans le hangar, sur un petit tas de paille ne rappelant que de très loin le lit du château de Sancourt. Vers minuit, je fus réveillé en sursaut par une détonation ; je me levai précipitamment et, pendant que je bouclais mon ceinturon, je vis arriver une de mes sentinelles avancées, Bertrand Alexandre. Il était très ému. Il venait de tirer, me dit-il, sur des uhlans qui s'avançaient de notre côté. — « Tu es bien sûr d'avoir vu des cavaliers ? » lui dis-je. — « Mais oui, mon Lieutenant, j'en suis très sûr, ils étaient au moins quatre. » Je n'étais pas très convaincu ; cependant je partis avec une escouade, sous la direction de Bertrand, à la recherche des uhlans. Le pluie tombait toujours ; nous marchions dans des terres labourées détrempées ; la nuit était si noire que l'on ne voyait rien à dix pas devant soi ; nous arrivons enfin au poste d'où Bertrand avait aperçu les uhlans. — « Voyez, voyez, mon Lieutenant, ils sont toujours là-bas, au même endroit. » Bertrand me montrait, du doigt, quelque chose qui ressemblait, en effet, sinon à des uhlans, du moins à des êtres animés quelconques. J'avançai avec précaution ; je ne tardai pas à reconnaître la silhouette de plusieurs épouvantails à corneilles, plantés sur des meules de blé, que le vent agitait comme le fanion d'une lance.

Pauvre Bertrand ! l'a-t-on assez blagué sur ses épouvantails à corneilles ! Il n'était pas poltron cependant ; mais la nuit, un homme seul, même le mieux trempé, peut très bien prendre des épouvantails à corneilles pour des cavaliers. Le général Faidherbe ne tarda pas d'ailleurs à remplacer les sentinelles avancées par des postes de deux hommes. Deux hommes ensemble se

soutiennent moralement ; ils constituent une véritable force et ne risquent pas de se laisser aller aux entraînements de la peur.

Le 15 décembre, toute l'armée du Nord, cantonnée aux environs de Ham, fit un mouvement en avant. Nous quittions Mons-en-Chaussée de bonne heure, nous traversions les villages de Brie, Saint-Christ et nous couchions à Pressoir. Le 16 notre bataillon passait à Chaulnes et s'arrêtait à Morcourt, près de Cerisy-Cailly. Le 17 il arrivait à Bussy-lès-Daours, où nous devions séjourner toute une semaine.

XIV

Bussy-lès-Daours

(17 décembre 1870)

Pendant ces quelques journées de marche, notre moral fut excellent. Nous étions pleins d'ardeur et d'entrain. Nous avions la plus grande confiance en Faidherbe ; l'armée du Nord, sous sa direction, nous paraissait forte, bien organisée, destinée à jouer un grand rôle dans la terrible lutte engagée avec la Prusse. Il nous semblait qu'à la première rencontre nous allions culbuter les Prussiens et marcher sur Paris. J'ai retrouvé, après la guerre, une lettre que j'écrivais à mes parents, de Bussy-lès-Daours, 18 décembre 1870. Elle donne bien une idée exacte de notre mentalité à cette date, la voici :

Mes chers Parents,

Aujourd'hui dimanche, nous avons quelques heures de repos, et je puis vous écrire. Nous sommes cantonnés, depuis deux jours, dans un petit village, à 10 kilomètres d'Amiens. C'est la première fois, depuis longtemps, que nous couchons deux jours de suite dans le même lit, ou, pour mieux dire, sur la même paille. Notre régiment fait partie de l'armée du Nord, commandée par le général Faidherbe. Nous formons le 44e régiment de la 1re brigade de la 2e division du 22e corps d'armée. Nous sommes de

vrais soldats, nous avons à notre droite des marins, à notre gauche des lignards.

L'armée marche en avant depuis quelques jours. Nous sommes pleins de confiance. Les Prussiens abandonnent les villages à notre approche et nous mangeons souvent le dîner qui était préparé pour eux. C'est un plaisir de se sentir dans une armée solide, bien organisée, bien commandée ; nous marchons sans nous plaindre et nous sommes persuadés qu'à la première rencontre le général Faidherbe remportera une grande victoire. Faidherbe est un général sérieux, instruit, que l'Empire avait écarté à cause de ses opinions républicaines et de son caractère indépendant, mais nous le croyons capable de grandes choses. Il est d'ailleurs d'une modestie extrême et sait se faire aimer du soldat. Il passe souvent au milieu de la colonne, monté sur un petit cheval arabe, enveloppé dans un grand burnous. Il questionne les soldats avec une très grande bienveillance, il paraît s'intéresser aux moindres détails. Rien ne manque dans son armée, ni les vivres, ni les canons, ni les fourgons. Il nous arrive parfois de rester des heures entières dans un champ, au bord d'une route, pour laisser passer de longues files de canons et de voitures de toute espèce. Il est vraiment merveilleux qu'en si peu de temps le général Faidherbe ait pu réunir de pareils éléments ! Nous sommes au moins 40.000 hommes.

J'apprends à l'instant que les Prussiens abandonnent Amiens ; nous allons sans doute occuper cette ville, et, de là, nous poursuivrons notre route sur Paris, pour donner la main aux armées de la Loire, de l'Est, et au général Trochu. Je suis logé chez une vieille demoiselle, avec trois capitaines échappés de l'armée de Metz.

Ces officiers sont très gais et nous racontent, sur le siège de Metz, des choses extrêmement intéressantes. Ils parlent fort, appellent leur soldat d'ordonnance sur un ton de commandement qui fait trembler les vitres de notre petite

maison et sauter sur sa chaise Mlle Delucheux, peu accoutumée à pareil vacarme, dans sa chaste demeure de vieille fille.

D'ailleurs, je vais très bien, ne vous inquiétez pas.

Faidherbe ne paraissait pas, à ce moment, former, comme moi, le projet de marcher immédiatement sur Paris. Les dispositions qu'il prenait avaient plutôt le caractère défensif. Il avait établi son armée dans une très forte position et paraissait disposé à attendre l'attaque de l'ennemi, sans le provoquer.

Notre 22e corps d'armée était cantonné dans les villages de Bussy-lès-Daours, Pont-Noyelles, jusqu'à Coutay. Tous ces villages sont situés dans la vallée de l'Hallue. Le général Lecointe commandait ce corps d'armée, qui se composait de deux divisions et de six batteries d'artillerie.

Le 23e corps occupait Corbie et s'étendait jusqu'à l'embouchure de l'Hallue.

Le 19 décembre on donna l'alerte. Toute l'armée fut mobilisée et rangée en bataille. Chaque bataillon occupait la place qui lui était assignée en cas d'attaque. Ce fut comme une répétition générale, où chacun de nous apprit son rôle. Les villages que nous occupions, Bussy-lès-Daours notamment, ne devaient être défendus que très faiblement; tout notre effort devait se porter sur la défense, en arrière, des collines qui dominent la rive gauche de l'Hallue. L'armée s'étendait de Coutay à Daours, à mi-côte de la colline. Mon bataillon était placé au-dessus de Bussy-lès-Daours.

La rive droite de l'Hallue est également couronnée de collines; de telle sorte que, pour nous attaquer, les Prussiens, arrivant d'Amiens, étaient obligés de fran-

chir la crête des collines de la rive droite, de descendre dans la vallée, de s'emparer des villages et de traverser la rivière avant d'arriver sur nous.

Le 20 décembre à midi, notre déjeuner fut interrompu par une fusillade et, bientôt après, par la marche du régiment. En quelques minutes nous étions sous les armes et nous ne tardions pas à occuper la position qui nous avait été assignée, la veille, sur la ligne de bataille.

De notre poste, au-dessus de Bussy-lès-Daours, nous embrassions toute la vallée de l'Hallue; on voyait les villages de Querrieu, Bussy, Pont-Noyelles, entourés de grands arbres et de marécages formés par l'Hallue. En face de nous, de l'autre côté de la rivière, nous avions les collines de la rive droite, couvertes de bois, au milieu desquelles les Prussiens s'avançaient sur nous, en toute sûreté. Dans le lointain, par-dessus la colline, on apercevait la flèche élancée de la cathédrale d'Amiens.

Les Prussiens avaient envoyé contre nous, d'Amiens, une forte reconnaissance, qui attaqua nos compagnies de grand'garde, postées en avant de Querrieu. La 2e compagnie de notre bataillon, commandée par le vaillant capitaine Chabanon, soutint le premier choc. Elle riposta vigoureusement, prit l'offensive et, avec deux bataillons envoyés à son secours, elle poursuivit l'ennemi au delà de Querrieu. Ce combat d'avant-postes fut très vif et assez sérieux; les pertes s'élevèrent, de part et d'autre, à 150 tués ou blessés grièvement. 20 hommes de la compagnie Chabanon furent tués ou blessés; parmi les blessés on comptait mon camarade Georges Lassalle, de Nîmes, lieutenant de la 2e compagnie; il fut plus tard décoré.

Nous pensions que ce combat était le prélude d'une attaque générale, mais les Prussiens avaient simplement exploré le terrain et pris contact avec nous. La grande bataille était pour un autre jour. A la nuit tombante, le silence étant général dans toute la vallée, notre bataillon retournait au village de Bussy-lès-Daours, en traversant les marais et les bois dont nous connaissions déjà les moindres sentiers.

XV

Bataille de Pont-Noyelles

(23 décembre 1870)

La journée du 23 décembre 1870, demeurée célèbre par la bataille de Pont-Noyelles, fut une des plus émouvantes de notre campagne. Elle commença, pour nous, de très bonne heure. Dès l'aube, la compagnie de grand'garde, située en avant de Querrieu, commandée par le capitaine Beauquier, signala de fortes colonnes ennemies, qui sortaient d'Amiens et se dirigeaient, par différentes routes, de notre côté. Aussitôt la générale retentit dans toute la vallée de l'Hallue; à 10 heures, l'armée tout entière occupait sa longue ligne de bataille, présentant à l'ennemi un front de 10 kilomètres, peut-être trop étendu.

Notre compagnie de grand'garde (canton de Genolhac) défendit longtemps sa position et ne se replia sur le bataillon que vers midi; elle perdit 17 hommes dans cette affaire. Au moment de son arrivée, les batteries prussiennes, établies sur les crêtes de la rive droite, commençaient à tirer sur nous. Notre artillerie riposta immédiatement et un combat d'artillerie s'engagea de part et d'autre.

L'infanterie ne bougeait pas; nous gardions la défensive, suivant le plan de notre général en chef. Les ennemis n'osèrent pas descendre dans la vallée et remonter vers nos positions, qu'ils considéraient comme très fortes.

Nous assistions ainsi à un combat d'artillerie. A

notre droite, une batterie de 12, servie par des marins, fit des prodiges ; elle délogea plusieurs fois la batterie prussienne. Devant nous, malheureusement, nous avions une de ces batteries de 4, ancien modèle, portant à peine à 4 kilomètres. Les obus n'atteignaient pas la crête d'en face, ils tombaient misérablement dans la plaine. Quelle douloureuse tristesse, pour nous, de constater ainsi notre effrayante infériorité en face de l'ennemi ! Placés derrière l'artillerie, nous la protégions, mais elle ne nous protégeait guère ; ses coups ne portaient pas, mais ceux qu'elle recevait nous arrivaient en plein. Les obus tombaient au milieu de nous avec un fracas épouvantable ; ils éclataient sur la neige glacée, et leurs éclats, lancés en éventail, auraient détruit le bataillon en peu de temps, si l'ordre n'avait été donné aux hommes de se coucher à plat ventre. Les officiers restèrent debout; c'était absurde ; mais la tradition le voulait ainsi. Je restai donc debout. Avec mon sous-lieutenant, nous arpentions fiévreusement le front de notre compagnie. Cependant les obus sifflaient de plus en plus fort et j'enviais bien mes hommes couchés à plat ventre, la tête sous le sac ! Mon sous-lieutenant saluait respectueusement, au passage, les obus qui passaient trop près. Je lui fis doucement observer que les saluts n'avaient jamais attendri le moindre obus et que ce geste inutile risquait de produire un fâcheux effet sur la compagnie. Comme il disait ces mots, le lieutenant Gensoul sentit passer et siffler un obus si près de son oreille, qu'il s'inclina profondément ! Mon camarade se mit à rire... et moi aussi ! Ceux qui n'ont jamais salué les obus, à leur première bataille, voudront bien me jeter la pierre.

A 2 heures, nous entendîmes la fusillade du côté de Pont-Noyelles; peu à peu le bruit du crépitement se rapprocha et bientôt l'infanterie prenait énergiquement l'offensive sur toute la ligne. A 3 heures, notre tour arrivait; nous recevions l'ordre de marcher en avant. A ce moment notre bataillon était rangé en ligne de bataille, comme pour une revue; j'étais à la tête de ma compagnie, dans le créneau, à côté de Nogier, mon sous-officier de remplacement. Je répétai, avec une certaine émotion mais d'une voix forte, le commandement du chef de bataillon : *3e compagnie, en avant!* et nous partîmes dans cette formation de bataille archaïque, en présentant ainsi à l'ennemi une surface compacte et découverte qui lui permettait de taper, sans peine, dans le tas. Nous descendîmes la colline, nous dirigeant en ligne droite vers le fond de la vallée; tous les cent mètres environ, nous nous arrêtions pour faire feu sur l'ennemi, que l'on distinguait à peine, dissimulé qu'il était derrière des haies et des plis de terrain. Notre tir était sûrement peu efficace; mais, heureusement, celui des Prussiens ne le fut pas davantage; nous perdîmes très peu de monde. Le gros de l'infanterie prussienne n'osa pas s'aventurer dans les marais de l'Hallue, qui nous séparaient. Nous n'avions, en face de nous, que des lignes de tirailleurs assez faibles. Si, dans notre formation en masse serrée, nous avions eu à subir le tir d'une troupe nombreuse, notre bataillon aurait été décimé par le feu. Les tirailleurs ennemis se replièrent devant nous; nous reçûmes encore quelques feux de salve mal dirigés, qui passèrent au-dessus de nos têtes en sifflant, et, vers 4h 30, nous arrivions enfin dans le fond de la vallée. La nuit vint aussitôt; on ne

voyait déjà plus l'ennemi; le feu cessait de part et d'autre, la bataille était terminée.

Notre bataillon se trouvait, à ce moment, la nuit venue, au bord des marais de l'Hallue, avec deux compagnies du 43e de ligne, séparées de leur bataillon à la fin de l'action. Nous avions perdu contact avec le restant de notre brigade et notre commandant était sans ordres. Devait-il rentrer à Bussy-lès-Daours, notre cantonnement de la veille? Fallait-il, au contraire, revenir en arrière, dans la direction de Corbie? Dans l'incertitude où il se trouvait, le commandant me fit appeler et m'ordonna d'aller en reconnaissance, pour retrouver la brigade et prendre les ordres du colonel. « Allez d'abord à Bussy-lès-Daours, me dit-il, où se trouve sans doute le régiment; prenez votre compagnie. » Je fis remarquer au commandant qu'il serait peut-être imprudent de m'engager, la nuit, avec toute ma compagnie au milieu des marais, et je lui proposai d'aller seul en reconnaissance, avec un homme sûr et un clairon. Il accepta ma proposition. Je revins aussitôt auprès de ma compagnie; je fis former le cercle et demandai quel était le volontaire qui voudrait m'accompagner dans une mission périlleuse que l'on venait de me confier. Je crois qu'ils levèrent tous la main! « Moi! moi! mon Lieutenant!... » Les sous-officiers voulaient aussi m'accompagner. Je fus profondément touché par ce témoignage de sympathie et de confiance. Je ne savais comment faire un choix, lorsqu'un homme qui me connaissait depuis l'enfance, le fils de mon fermier, Entat (François), s'approcha de moi et me dit : « Je pense bien que vous ne prendrez personne autre que moi! — Tu as raison », lui dis-je. Et comme on savait qu'Entat (Fran-

çois) m'était particulièrement dévoué, tout le monde s'inclina devant ma décision. Je pris aussi un clairon et nous partîmes.

Depuis huit jours, nous avions battu tous les chemins de la vallée et je pouvais, sans hésitation, me diriger à travers les marais et les champs. Nous prîmes un sentier qui nous conduisit assez rapidement au village de Bussy-lès-Daours. En approchant des premières maisons, nous entendîmes comme un bruit de pas lourds et de cliquetis de sabre traînant sur le sol. Les Prussiens seraient-ils dans le village ? Je m'approchai avec précaution, et, nous dissimulant derrière une haie qui bordait la principale rue de Bussy, nous vîmes très distinctement des soldats prussiens qui s'installaient dans nos cantonnements de la veille. Ils étaient à peine à 4 mètres de nous. Entat les contemplait avec le plus vif intérêt et leur aurait volontiers décoché une balle; quant à notre brave clairon, il était assez ému; il aurait facilement donné sa place à de plus curieux que lui. Il ne fallait pas tergiverser. Je fis signe à mes hommes de me suivre et je rebroussai chemin. Nous n'avions pas fait 100 mètres en arrière, lorsqu'une sentinelle ennemie, qui nous avait aperçus, s'écria : *Wer da !* (Qui vive !) Nous répondîmes en filant au plus vite, clairon en tête, et aussitôt un coup de feu retentit; mais, dans la nuit, les sentinelles perdent leur poudre, même lorsqu'elle est sèche.

Il était à ce moment 8 heures environ. L'obscurité de la nuit était très épaisse ; je me dirigeai à la lueur que projetait, sur toute la vallée, l'incendie du village de Pont-Noyelles ! C'était la seconde fois, depuis un mois, que je voyais ainsi, la nuit, brûler tout un village de chaumières ; c'est un spectacle affreux et sai-

sissant que j'ai toujours devant les yeux, depuis quarante-deux ans!

Au sortir des marais, je rencontrai, sur la route, un bataillon de marins qui rentrait à Corbie; le capitaine de frégate qui le commandait et que je connaissais me communiqua l'ordre que je cherchais; il était court, mais clair : « Chaque bataillon bivouaquera, pendant la nuit, sur les positions du matin. » Muni de ce renseignement, je me précipitai vers l'endroit où j'avais laissé mon bataillon. Mais, hélas! la place qu'il occupait, au moment de mon départ, était vide! Personne ne m'attendait; pas un signal ne m'indiquait la direction qu'avait prise le bataillon. Dans mon incertitude et pensant qu'il bivouaquait peut-être non loin de là, je donnai l'ordre à mon clairon, qui avait repris son souffle et ses esprits, de sonner la marche du régiment; c'était le signal convenu. Il sonna longuement cette marche, très belle mais affreusement triste. Au milieu de ce terrible silence, l'écho de la sonnerie se répercutait au loin et jetait, dans ce paysage glacial et lugubre, une note impressionnante. On devait nous entendre de plusieurs kilomètres à la ronde, cependant personne ne répondait. Je fis sonner encore; même silence. Décidément, on nous avait abandonnés! Que faire? Il devait être alors 9 heures du soir. Il faisait un froid atroce. Dans cette nuit le thermomètre descendit à 15° au-dessous de zéro. La terre, recouverte d'une épaisse couche de neige glacée, était gelée très profondément. Le ciel était noir, l'air calme, mais glacé. Nous avions froid, nous avions faim, nous étions fatigués. Je décidai d'aller au plus vite à Corbie, bien sûr d'y trouver des troupes françaises et peut-être mon bataillon. Nous étions loin de la ville

et il fallait marcher encore plus d'une heure pour l'atteindre. La nuit était toujours très sombre, mais les maisons de Pont-Noyelles flambaient encore. L'incendie éclairait ma route et me donnait un point de repère pour me diriger sûrement vers Corbie.

Nous traversâmes le champ de bataille sur un point où la lutte avait été, sans doute, très vive et acharnée; de nombreux cadavres, étendus sur le sol, en témoignaient; ils étaient déjà raides et gelés. Deux voitures bâchées, paraissant contenir des blessés et des sacs, étaient renversées, au bord de la route. Les chevaux, tombés dans le fossé, étaient morts. J'appelai! personne ne répondit. Dans cette nuit, les blessés laissés plus d'une heure sur le champ de bataille, engourdis par ce froid terrible, périrent tous, avant qu'on pût les secourir. Plus loin, je rencontrai des brancardiers, des chevaux blessés qui se traînaient encore et poussaient des gémissements lamentables.

Nous marchions péniblement sur la neige raboteuse et gelée. Mes deux compagnons, exténués, me suppliaient de leur accorder quelques instants de repos. Je m'y opposai énergiquement. Il fallait marcher; s'arrêter, ne serait-ce qu'un moment, par ce froid terrible et dans notre état d'épuisement, c'était la mort certaine et à très courte échéance. Une mort bien douce, paraît-il, qui commence par un sommeil délicieux, mais tellement profond qu'en quelques minutes l'anéantissement est complet.

Nous arrivâmes enfin à Corbie, vers 10 heures et demie du soir. La ville était encombrée de soldats, mais déjà tout le monde dormait, et il ne fallait pas songer à trouver un logement ni à demander des vivres. Le pain était gelé, les distributions de viande

n'avaient pas pu se faire. L'officier de garde, au poste de police, me déclara très charitablement que je ne trouverais pas un morceau de pain dans toute la ville. Nous entrâmes dans un petit café, bondé de soldats, qui dormaient sur le parquet et sur les tables. Je demandai au cafetier, assez ahuri, s'il pouvait nous donner quelque chose à manger. Il ne répondit même pas. Je le secouai fortement et le décidai ainsi à débarrasser une table, à nous donner des chaises et de la bière. Dès que nous fûmes installés autour de cette table, le clairon me dit d'un air malin : « Mon Lieutenant, j'ai un pigeon rôti au fond de mon sac. — Bonne affaire, sors ton pigeon; à trois, il ne risque guère de nous donner une indigestion! Si seulement nous avions du pain! » J'avise, à ce moment, un employé de chemin de fer; je lui demande s'il ne pourrait pas nous procurer du pain; je lui montrais, en même temps, un louis, le dernier de mon escarcelle. Il sortit du café et, cinq minutes après, il me rapportait un superbe pain de ménage. En prenant le louis, il me dit : « C'est le seul pain qui restait à la maison et peut-être dans tout Corbie; demain je me débrouillerai comme je pourrai pour faire manger mes enfants. » Nous partageâmes le pain et le pigeon en trois et nous fîmes, en définitive, un excellent dîner arrosé de bière flamande et couronné d'une tasse de café chaud.

Le clairon, silencieux naguère, avait retrouvé sa langue. Toutes ses impressions de notre soirée tragique lui revenaient à l'esprit, sous l'influence de la chaleur et du réconfort intérieur : « Dis donc, Entat, il fait chaud ici, on est tout de même mieux que derrière la haie de Bussy! Tu te souviens du coup de fusil de la sentinelle? j'ai bien cru que, cette fois, nous

y étions ! » Entat se moquait un peu de lui ; il blaguait les clairons qui sont généralement chapardeurs et débrouillards, mais peu guerriers... Je n'écoutais déjà plus la conversation de mes compagnons, et je m'endormais sur ma chaise, lorsque tout à coup nous entendîmes retentir, contre les vitres, la marche du régiment. Sac au dos, camarades ! Nous sortons et, quelques minutes après, nous retrouvions notre bataillon, sous les armes, dans un champ, tout près de la ville.

Je m'approchai du commandant ; il me serra fortement la main et me dit, sans trop d'émotion : « Comment, vous voilà Gensoul ! Ah ! mon pauvre ami, je vous croyais bien mort ! Après votre départ j'ai reçu l'ordre de rallier Corbie, j'ai bien pensé à vous, mais que faire ?... Enfin, vous voilà, c'est très bien. Allez prendre le commandement de votre compagnie, nous partons dans cinq minutes pour reprendre nos positions de ce matin. » Je me rendis facilement compte que si j'étais mort, au cours de l'expédition, mon oraison funèbre aurait été sommaire ! A la guerre, encore plus qu'en temps de paix, les morts vont vite.

Suivant l'ordre reçu et que je connaissais déjà, nous partîmes pour occuper nos positions, au-dessus de Bussy-lès-Daours. Nous arrivâmes sur les lieux vers 1 heure du matin. Le bataillon forma les faisceaux et nous attendîmes ainsi le jour, en battant la semelle sur place. Ce fut bien la plus terrible nuit de toute la campagne. Jamais je n'ai souffert du froid à ce point ; épuisés par la marche, la privation de nourriture et de sommeil, nous n'avions pas la force de réagir contre une température de 15° au-dessous de zéro.

XVI

La retraite du 24 décembre 1870

Le jour, que nous attendions avec impatience, mit longtemps à paraître. En décembre, il se lève tard et paresseusement. Vers 7 heures il fit son apparition. Ses premières lueurs éclairaient les collines situées de l'autre côté de la vallée, occupée par les Prussiens. Le fond de la vallée resta longtemps dans l'ombre et le brouillard. Rien ne bougeait. Notre artillerie lança quelques obus sur les positions prussiennes, mais on ne répondit pas à leur défi. Ce silence nous parut singulier. Les Prussiens voulaient-ils, par leur inaction, nous attirer dans la vallée? Avaient-ils commencé déjà un de leurs fameux mouvements tournants? Nous nous perdions en conjectures. Nous gardâmes nos positions toute la journée, sans changer de place. Vers 4 heures du soir, après avoir laissé un rideau de troupes sur les cimes, le général Faidherbe donna l'ordre de battre en retraite, par les routes de Corbie et d'Albert. Notre bataillon suivit la route d'Albert, puis s'engagea dans un chemin rural, très étroit, qui nous conduisit, à 9 heures du soir, dans le petit village de Millencourt, situé à quelques kilomètres d'Albert.

Toute notre compagnie était logée dans une seule maison, assez grande il est vrai, où nous trouvâmes de la paille pour nous coucher et des pommes de terre pour manger. Les vivres manquaient encore; nous

n'avions que du pain, distribué dans la journée, qui s'était gelé sur le sac.

Ce fut une triste veille de Noël! Je n'avais absolument rien à manger. Les hommes m'offrirent quelques tranches de pain dégelé et des pommes de terre cuites dans la cendre; puis je m'étendis sur de la paille, à côté du feu. Cette place m'était régulièrement réservée, dans tous les cantonnements où nous couchions, officiers et soldats, dans la même pièce. Avant de m'endormir, j'entendis toutes les réflexions de nos pauvres mobiles. Ils évoquaient tristement le souvenir des veilles de Noël précédentes, si gaies et si poétiques dans notre Midi! Cependant, ce qui les consolait un peu, c'était la pensée que le lieutenant, qui devait encore mieux manger la veille de Noël, avait dîné, lui aussi, avec une pomme de terre et un mauvais morceau de pain dégelé.

Dans son ouvrage sur la campagne de l'armée du Nord, Faidherbe nous donne l'explication suivante sur la retraite du 24 décembre 1870 et sur les résultats de la bataille de Pont-Noyelles : « Nous avions tenu tête aux Prussiens, à la bataille de Pont-Noyelles; nous avions sauvé Le Havre, nous ne pouvions songer à faire plus pour le moment. Nos jeunes troupes étaient toujours un peu désorganisées après plusieurs jours de marche et de combat. L'ennemi, appuyé sur Amiens et sa citadelle, pouvait se faire envoyer de Normandie, de Paris surtout, autant de renforts nécessaires pour nous écraser. Le général en chef crut convenable d'aller chercher des cantonnements plus sûrs, sur la rive droite de la Scarpe, entre Arras et Douai, pour donner aux hommes quelques jours de repos bien gagnés et pour profiter de toutes les facilités que

donnait cette situation pour les ravitaillements de toute nature, dont l'armée avait grand besoin. »

Le général Canonge, mon éminent et sympathique compatriote, donne de la bataille de Pont-Noyelles une appréciation qui me paraît très juste : « Terminée, le soir, par un énergique mouvement offensif, la bataille de Pont-Noyelles fut livrée sur un front trop étendu. Mais, bien choisies, les positions que nous occupâmes offraient un glacis que les Allemands n'osèrent pas essayer de gravir, lorsque nous eûmes cédé sur plusieurs points de la vallée de l'Hallue. Le mouvement tournant, dirigé contre notre droite par une de leurs divisions, échoua. Quant à nos troupes, elles répondirent amplement à ce qui leur fut demandé, et Faidherbe se replia, le lendemain 24, sans être poursuivi. »

XVII

Boiry — Vitry — Dainville

(25 décembre 1870)

Proclamation du général Faidherbe

(1er janvier 1871)

Le 25 nous couchions à Boiry. Le 27, après avoir traversé Arras, nous arrivions à Vimy, vers 7 heures du soir. L'étape avait été rude et nous comptions bien nous reposer dans ce village, qui nous paraissait très hospitalier. Nous avions compté sans notre nouveau colonel, M. Lemaire, qui nous fit partir, deux heures après, pour Vitry. Il perdit son régiment au milieu de chemins impraticables, si bien que nous passâmes la nuit à chercher notre route et à rôder dans les champs, avant d'atteindre Vitry.

A Vitry, je fus logé dans un couvent de Franciscaines. Les bonnes sœurs me donnèrent une grande chambre, avec un bon lit. Très fatigué, je me couchai en arrivant et je dormis longtemps ; si longtemps que les sœurs, très inquiètes, me réveillaient, me croyant malade, pour m'offrir du bouillon. Je prenais le bouillon et me rendormais aussitôt. Enfin le chapitre du couvent, renforcé de mon ordonnance, décida qu'il fallait me réveiller tout à fait ; je dormais, paraît-il, depuis vingt heures ! Mon ordonnance Hérault, dit « Beau-poil », fut chargé de l'exécution du décret. Il s'en acquitta bruta-

lement. En me réveillant, je fus assez étonné de voir, autour de mon lit, sous deux grandes cornettes blanches, le visage pâle et inquiet des deux potentats du couvent. Je rassurai bien vite mes aimables hôtesses, en absorbant le contenu du plateau chargé de victuailles qu'elles m'avaient apporté.

Heureusement et par exception, le régiment séjournait le 28 décembre à Vitry.

Le 29 nous partions pour Fresnoy, où nous séjournions le 30. Le 31 décembre, nous finissions l'année, très agréablement, à Dainville, où j'étais logé chez M. Tabary.

En somme, depuis la bataille de Pont-Noyelles, nous marchions tous les jours, et, cependant, l'armée du Nord se reposait *officiellement,* depuis le 26, entre Arras et Douai, sur la rive droite de la Scarpe, s'il faut en croire la proclamation suivante du général Faidherbe, datée de Vitry, le 29 décembre 1870.

ARMÉE DU NORD

ORDRE DU JOUR

En vous cantonnant près de nos places fortes, je vous ai donné la possibilité de vous réconforter et de vous reposer pendant deux ou trois jours, ce que vous n'auriez pu faire près de la place d'Amiens, occupée par l'armée prussienne. L'ennemi a profité de cela pour dire qu'il nous avait battus et poursuivis. C'est à vous de le punir de ses vanteries, quand il se présentera, *ou quand nous irons le chercher.*

Vous êtes débarrassés d'un certain nombre de lâches et de traînards, qui ont abandonné leurs bataillons pour

retourner chez eux, ou pour aller livrer leur fusil au premier uhlan qu'ils ont rencontré. Vous n'en êtes que plus forts, en ne les ayant plus parmi vous. Ils seront du reste recherchés et punis suivant toute la rigueur de la loi.

Tous les chefs de corps devront avoir fait parvenir, aujourd'hui avant 2 heures, à l'État-major général, le chiffre de leur effectif, le 23, avant la bataille de Pont-Noyelles, et celui de leur effectif actuel.

Vitry, le 29 décembre 1870.

Signé : FAIDHERBE.

XVIII

Combat d'Achiet-le-Grand

(2 janvier 1871)

Le 2 janvier 1871, l'armée se mit en marche et reprit l'offensive. Nous nous dirigions vers Péronne. Le but du général Faidherbe était de dégager Péronne, dont l'investissement était complet et le bombardement imminent. Les forces ennemies étaient concentrées entre Bapaume et Bucquoy.

Le 2 janvier, vers 3 heures de l'après-midi, après avoir traversé bien des villages, des terres labourées et des bois, et par un froid extrême, nous arrivions à quelques kilomètres d'Achiet-le-Grand, occupé par les Prussiens. Nous étions en marche sur une route qui traversait une magnifique forêt, lorsque nous entendîmes le canon. A mesure que nous approchions de la lisière de la forêt, le bruit de l'artillerie et de la fusillade devenait de plus en plus intense. Il était manifeste qu'on se battait ferme, non loin de nous, et que nous allions prendre part à l'action. On nous fit mettre au pas gymnastique. J'étais à la tête de ma compagnie, et j'avais devant moi la dernière escouade de la 2e compagnie. Au moment de quitter la forêt pour pénétrer sur un terrain découvert, où les obus tombaient avec grand fracas, un homme de la dernière escouade de la 2e compagnie se jeta brusquement de côté et prit la fuite. Je connaissais cet homme, je l'appelai par son nom, je le sommai de rentrer dans le rang, je lançai à

sa poursuite un sous-officier, mais tous mes efforts furent vains. Il se retourna, une dernière fois, avant de disparaître dans la forêt, et me fit un signe désespéré qui voulait dire : « Allez-y si vous voulez, moi je n'ai pas le courage ! » C'était la désertion en face de l'ennemi, dans ce qu'elle avait de plus caractérisé. Mes hommes étaient furieux et me disaient : « J'espère bien, mon Lieutenant, que si on le rattrape, celui-là, il passera en cour martiale, ou nous désertons tous ! » Mais ce n'était pas l'heure de philosopher. Nous arrivions, avec le 20e chasseurs, devant le village d'Achiet-le-Grand, défendu par 2.000 Prussiens et 5 pièces de canon. Le combat était très vif et les Prussiens commençaient à céder. On nous commanda, ainsi qu'aux chasseurs, baïonnette au canon, et nous nous élançâmes à l'assaut du village. Les chasseurs, qui nous précédaient, chargèrent vigoureusement l'ennemi à la baïonnette. Ils en tuèrent un assez grand nombre ; plusieurs cadavres gisaient sur le sol lorsque nous entrâmes dans le village, à la suite des chasseurs. Les Prussiens, embusqués dans les maisons et retranchés dans les rues, résistèrent encore quelque temps. Mais ils ne tardèrent pas à prendre la fuite ; nous fîmes prisonniers tous ceux qui étaient cachés dans les maisons ou que nous avions cernés dans les rues.

A ce moment, Faidherbe, avec l'état-major de la 2e division, fit son entrée dans le village d'Achiet. Me voyant à la tête d'une compagnie, qui passait au pas de course, il poussa son cheval de mon côté et me fit signe de continuer dans la même direction. Avec le 2e chasseurs et d'autres troupes de la 2e division, nous poursuivîmes l'ennemi jusqu'aux environs de Bapaume.

Pendant que la 2e division du 22e corps livrait le

combat d'Achiet-le-Grand, la 1re division, commandée par le capitaine de vaisseau Payen, attaquait le village de Béhagnies, mais sans pouvoir déloger les Prussiens. Cependant, après l'occupation d'Achiet-le-Grand et de Bihucourt par le 22e corps, la position de Béhagnies n'étant plus tenable pour elle, l'armée prussienne abandonna ce village pendant la nuit et se porta en arrière, sur la ligne formée par les villages de Grevillers, Biefvillers, Favreuil et Beugnatre, couvrant ainsi les abords de Bapaume.

La nuit était déjà assez avancée quand nous rentrâmes au village d'Achiet. Ma compagnie était, ce soir-là, de grand'garde dans une ferme isolée, du côté de Bapaume. Mes sentinelles passèrent la première partie de la nuit à tirer sur des cavaliers ennemis (des vrais, ceux-là) qui essayaient de s'approcher d'Achiet. Je n'étais pas tranquille et ne dormis guère. Je redoutais une attaque, une surprise ; il était assez vraisemblable que les Prussiens, chassés d'Achiet, feraient tous leurs efforts pour reprendre cette position importante, en avant de Bapaume. Au lever du jour, on m'envoya une compagnie de renfort et c'est avec plaisir que je vis arriver mon camarade et sa troupe.

XIX

Bataille de Bapaume

(3 janvier 1871)

A 7 heures du matin, le 3 janvier, je reçus l'ordre de rallier le bataillon. Déjà on entendait tonner le canon, dans la direction de Biefvillers. Notre division attaquait ce village, fortement occupé par les Prussiens. D'Achiet-le-Grand, nous prîmes la direction d'Achiet-le-Petit. Faidherbe et tout son état-major marchaient avec nous. Malgré le froid très vif qu'il faisait, on avait l'impression que la journée serait chaude. On entendait le canon et la fusillade de tous les côtés. A chaque instant un officier se détachait du groupe formant la suite de Faidherbe et partait au galop. Des estafettes arrivaient auprès du général et repartaient aussitôt.

Préposé à la garde des munitions, des ambulances et des approvisionnements, qui se trouvaient dans Achiet-le-Petit, notre bataillon fut rangé en ligne, en avant du village. Nous restâmes ainsi toute la journée, l'arme au pied, sans bouger, assistant à la bataille de Bapaume, qui se livrait à quelques kilomètres devant nous ; la 2e compagnie fut seule envoyée en reconnaissance sur l'extrême droite. Entraînée par l'ardeur de son capitaine, M. Chabanon, elle prit part à la bataille et s'y fit remarquer.

Placés entre les combattants et le service des ambulances, nous avons vu de près, dans cette journée,

l'envers de la guerre et de la victoire. Les blessés, transportés sur de cahotants cacolets ou sur des brancards, revenaient, en longue file, du champ de bataille ; c'était un spectable horriblement triste et impressionnant ! Le froid était si intense que, malgré toutes les précautions des brancardiers, le sang se gelait sur les plaies. Les malheureux blessés souffraient affreusement et cependant ne se plaignaient guère. On n'entendait pas le moindre gémissement ; engourdis par le froid, ils passaient devant nous, mornes et silencieux, comme anéantis, sans jeter un regard de notre côté !

Quelques officiers, légèrement blessés, qui vinrent se faire panser à l'ambulance, nous tenaient au courant des diverses phases du combat. Vers 10 heures du matin, l'engagement était général sur toute la ligne, qui s'étendait de Béhagnies à Tilloy. Les Prussiens, fortement installés dans les villages de Biefvillers, Favreuil, Béhagnies, Avesnes, Tilloy et Ligny, opposaient à nos troupes une très vive résistance. Ils défendirent chacun de ces villages jusqu'à la dernière extrémité. Mais nos soldats avaient un élan irrésistible à la bataille de Bapaume ! Ils délogèrent les Prussiens de toutes leurs positions. Après plusieurs retours offensifs, l'ennemi fut obligé de battre en retraite et d'évacuer même la ville de Bapaume. A mesure que ces renseignements favorables nous parvenaient du champ de bataille, notre confiance dans l'heureux résultat final s'affermissait. A midi, il était déjà certain que nous avions l'avantage, sur tout le front. Nous étions décidément victorieux. Ce fut pour nous une très grande joie d'apprendre ainsi, les premiers, ce beau succès de nos troupes. Nous fondions déjà, sur les conséquences stratégiques

de cette victoire, de folles espérances. Il nous semblait que c'était le débloquement de Péronne, la reprise d'Amiens, la route de Paris ouverte ! Depuis le début de la guerre nous n'avions pas éprouvé un pareil enthousiasme. Hélas ! nos illusions furent de courte durée; le lendemain, nos troupes victorieuses battaient encore en retraite.

Le général Canonge apprécie très justement l'effort de l'armée du Nord à Bapaume et les conséquences de sa victoire : « C'est, dit-il, surtout en prenant l'offensive, le 3 janvier 1871, contre les Allemands couvrant, à Bapaume, le siège de Péronne, que nos jeunes soldats, énergiquement entraînés par les généraux Derroja, du Bessol et Payen, affirmèrent, d'une façon brillante, les durables qualités de la race française. Parties des Achiet, de Sapignies et d'Ervillers, nos divisions eurent à se tenir longtemps, dans leur marche concentrique sur Bapaume, sous le feu d'un ennemi bien posté, sur un terrain en glacis dépourvu d'abris ; elles le firent allègrement et avec succès. Il est regrettable que le commandant de l'armée du Nord n'ait pas vu, dès le début, que sa droite renforcée devait s'établir entre Bapaume et Péronne ; il est plus malheureux encore que, vainqueur, il ait rebroussé chemin, le 4 au matin, au lieu de se porter droit sur Péronne ; la chute de la place lui fit perdre la route directe de Paris. »

Ce fut, dans tous les cas, de l'avis unanime, un grand succès pour le général Faidherbe, qui combattait contre un ennemi au moins égal en forces et retranché dans une série de villages qu'il fallut, pour ainsi dire, prendre d'assaut. Les pertes de l'ennemi furent considérables. « Les renseignements qui nous sont parvenus,

dit Faidherbe, portent à plusieurs milliers le nombre de ses morts et blessés ; une partie des troupes qui avaient pris part à la bataille s'étaient même débandées et dirigées en désordre sur Amiens. Dans un ordre du jour du général von Gœben, reproduit par les journaux allemands et anglais, ce général donne l'ordre, au chef de corps, de lui signaler les officiers qui avaient fui à la bataille de Bapaume, pour qu'ils soient immédiatement révoqués. »

Je ferme cette parenthèse, ouverte sur des considérations générales, au sujet de la bataille de Bapaume, pour revenir à mon bataillon, que j'ai laissé, toujours à la même place, devant Achiet-le-Petit. — Vers le soir, nous vîmes arriver, avec un convoi de blessés, un assez grand nombre de soldats prussiens prisonniers ; ils étaient escortés par plusieurs gardes mobiles et paraissaient assez satisfaits d'avoir quitté le champ de bataille. Un jeune officier prussien, légèrement blessé à l'épaule, se détacha d'un groupe de prisonniers et vint causer un instant avec nous. Il m'avait reconnu, disait-il, ainsi qu'un de mes camarades, pour nous avoir rencontrés au quartier latin, où il faisait encore sa médecine au mois de juillet précédent. Il était certain que j'étais à Paris à cette époque, et il me sembla bien le reconnaître. Nous causâmes assez longuement. Je lui demandai discrètement quelques renseignements sur la part qu'il avait prise aux engagements de la journée. Il me répondit très simplement, en assez bon français, qu'il était à Biefvillers et que son régiment avait beaucoup souffert. La route de Biefvillers à Avesnes était, me disait-il les larmes aux yeux, couverte de leurs morts. Il ne paraissait pas très belliqueux, et déplorait cette guerre qui mettait aux prises deux

peuples si disposés à s'entendre et à vivre en bonne intelligence. Était-il bien sincère? Je le croyais alors, j'avais vingt et un ans et d'assez grandes illusions sur bien des choses, en particulier sur le caractère allemand. Quoi qu'il en soit, très touché par les paroles de mon ancien camarade du quartier, j'invitai ce jeune officier à dîner, à condition, bien entendu, que je le retrouverais dans la soirée et que je dînerais moi-même, ce qui n'était pas sûr.

A 7 heures du soir, nous reçûmes enfin l'ordre de quitter notre bivouac et de rentrer dans Achiet-le-Petit. On m'assigna, pour loger toute ma compagnie, une maison d'apparence assez misérable, mais enfin suffisante pour nous mettre à l'abri du froid qui devenait très vif. Les habitants de cette maison, comme tous ceux du village, avaient pris la fuite, dès le début de la bataille ; ils avaient emporté, sur leurs chariots, les objets les plus précieux et fermé leur maison à clef. La porte, devant laquelle je me présentai, suivi de toute ma compagnie, était fermée à double tour. Que faire en cette occurrence ? Je dis à mon fourrier, Robert : « Enfonce la porte, c'est toi qui es chargé d'assurer le logement. » Il essaya vainement d'ouvrir. Je frappai, pour la forme, deux ou trois fois avec la poignée de mon sabre et, Césame ne s'ouvrant pas, d'un coup d'épaule, le coup du bélier, je fis sauter la serrure. Nous pénétrâmes dans ce pauvre logis abandonné, où j'installai ma compagnie. Le fourrier se mit en campagne et trouva des chandelles, du bois et des vivres ; on fit du feu et un assez bon dîner. Jamais, je crois, nous n'avons couché dans un cantonnement aussi serrés les uns contre les autres. Les hommes, étendus côte à côte, sur le sol légèrement recouvert de paille, étaient

rangés comme des sardines dans une boîte. Le cube d'air réglementaire n'était sûrement pas observé, mais on avait chaud et c'était l'essentiel, après le froid terrible de la journée et celui qui nous attendait le lendemain.

XX

Retraite sur Boisleux

(4 janvier 1871)

Nous nous étions endormis rapidement et lourdement, sans trop songer à ce que nous réservait ce lendemain inconnu, bien persuadés toutefois d'aller de l'avant, vers Péronne et Amiens. Hélas! il n'en fut rien et, une fois encore, l'armée du Nord battait en retraite.

Le 4 janvier nous quittions notre cantonnement d'Achiet et nous tournions le dos à Péronne, nous dirigeant sur Arras. La retraite se fit en bon ordre et avec le plus grand calme. Toutes les dispositions étaient prises pour parer à une attaque. Très étonnés de cette retraite, les Prussiens, qui avaient évacué Bapaume pendant la nuit, pensant y être attaqués, envoyèrent deux escadrons de cavalerie à notre poursuite. Ces deux escadrons, de cuirassiers blancs, attaquèrent notre arrière-garde, composée de chasseurs à pied; mal leur en prit! Les chasseurs les attendirent à cinquante pas et les détruisirent presque complètement. Le 4 au soir, bien assurés que nous étions déjà loin, les Prussiens rentrèrent dans Bapaume.

A la même heure nous arrivions à Boisleux, petite ville située sur la route de Bapaume à Arras, à 10 kilomètres de cette place forte. Ce même jour j'écrivais à mes parents, à Bagnols, la lettre suivante :

Les journaux vous ont certainement appris que l'armée du Nord avait livré bataille les 2 et 3 janvier; vous devez

être bien inquiets sur mon sort, et je m'empresse de vous rassurer. Je ne suis ni mort ni blessé. Le 2, j'étais en plein dans le combat d'Achiet-le-Grand. Nous avons enlevé ce village à la baïonnette, en compagnie du 20e chasseurs et sous les yeux du général Faidherbe, qui m'a encouragé du geste. Ce fut une rude journée. Nous n'avons pas pris une part effective à l'engagement du 3 janvier, qui fut beaucoup plus important. Mon bataillon était en arrière, de garde aux munitions et approvisionnements, devant Achiet-le-Petit. Nous avons assisté, en spectateurs et d'un peu loin, à cette bataille qui portera le nom de Bapaume, et que l'on peut considérer comme une grande victoire de l'armée du Nord. Nous avons vu revenir du champ de bataille les blessés et les prisonniers ; c'était affreusement triste ! Mais enfin les Prussiens ont été repoussés sur toute la ligne. Cependant, aujourd'hui nous battons en retraite ! nous venons nous réfugier, à l'abri des places fortes du Nord, sous la protection des canons d'Arras. La tactique du général Faidherbe paraît être celle-ci : notre armée, qui se compose à peine de 30.000 hommes, est trop faible pour profiter de ses victoires momentanées. Si elle s'avançait vers Paris, elle ne tarderait pas à être enveloppée par une armée allemande formidable, et anéantie. C'est ce que nous disent les officiers supérieurs, et cela nous semble très juste. Faidherbe pousse une pointe en avant, avec beaucoup de vigueur et au moment où les Prussiens s'y attendent le moins. Il attire ainsi sur lui des troupes ennemies expédiées à la hâte de Paris et d'Amiens, et dégage d'autant la capitale et la Normandie. Après la bataille, redoutant l'arrivée de forces supérieures, il se retire vers le nord, sous la protection des places fortes. Cette tactique est évidemment très sage et très logique, mais elle nous vaut des marches et des contremarches terriblement fatigantes, par un hiver aussi dur que celui-ci.

Malgré la retraite d'aujourd'hui et notre déception de ne

pas aller de l'avant, nous avons la plus grande confiance en Faidherbe, qui est vraiment un grand général. Nous lui pardonnons de nous faire quelquefois souffrir de la faim et du froid ; nous savons bien qu'étant peu nombreux, sans cavalerie, obligés de nous garder nous-mêmes, il faut constamment mettre tout le monde sur le pont.

Ne vous inquiétez pas, je suis maintenant bien entraîné ; je ne crains ni le froid, ni la faim, ni la fatigue, et je puis ajouter, ni les balles et les obus.

Le jeune lieutenant Gensoul appréciait assez bien la situation, dans cette lettre. Il est certain qu'avec son armée, qu'il évalue lui-même à 30.000 combattants, le général Faidherbe ne pouvait pas, sans danger, s'aventurer bien au delà des places fortes du Nord, dans la direction de Paris. En s'écartant de la base d'opérations qu'il avait choisie, il risquait de perdre son armée, sans aucun profit pour la défense nationale. Tandis qu'avec son système, il immobilisait toute une armée ennemie, qui était obligée de le suivre et de le surveiller.

Cependant de très bons esprits ont sévèrement critiqué la retraite du 4 janvier, après la victoire de Bapaume. Le général Canonge, grand admirateur de Faidherbe, ne craint pas de dire : « Il est plus malheureux encore que, vainqueur, il ait rebroussé chemin, le 4 au matin, au lieu de se porter droit sur Péronne ; la chute de cette place lui fit perdre la route de Paris. » Il est très vraisemblable, en effet, que si, le 4 janvier, au lieu de battre en retraite, l'armée du Nord s'était portée vigoureusement en avant, elle aurait facilement délivré Péronne, assiégée depuis le 28 décembre et qui capitulait, le 10 janvier, six jours après notre victoire de Bapaume. Or Péronne est à 20 kilomètres de Bapaume. En quelques heures nous pouvions arriver

sur les lignes d'investissement et, dans notre élan, culbuter les assiégeants [1].

On ne s'explique guère la retraite précipitée de Faidherbe, sur laquelle il glisse assez rapidement dans son histoire de la campagne : « Alors, dit-il, prenant en considération la fatigue des troupes et le froid extrêmement rigoureux qu'elles avaient à supporter, le général en chef résolut de prendre ses cantonnements à quelques kilomètres en arrière, *en remettant à quelques jours la marche sur Péronne, si elle devenait nécessaire.* En conséquence, le 4 au matin, nous nous mîmes en marche pour ces cantonnements. »

La marche sur Péronne était ainsi remise, quoique très nécessaire, et quelques jours après, faute de secours, cette place forte capitulait. Nous laissions à l'ennemi une admirable position, que l'on a toujours considérée comme la clef de la Somme.

Donc, nous aurions pu sauver Péronne, la Pucelle, et rentrer victorieux dans les murs de cette ville, qui portait fièrement encore sa devise, *Urbs nescia vinci.* C'eût été pour nous une très grande joie ; mais on ne refait pas l'histoire, et, au lieu de marcher sur Péronne, le 4 janvier, nous marchions, en arrière, sur Boisleux, ville sans gloire, sans souvenirs historiques et sans devise. Nous y passions cependant quelques jours de tranquillité et de repos, chez d'aimables hôtes qui nous ont admirablement traités.

---

(1) Le major allemand von Marées, dans son livre sur l'armée du Nord, écrit d'après les rapports du grand État-major allemand, s'exprime en ces termes sur la situation des assiégeants de Péronne, le jour de la bataille de Bapaume : « L'opposition subite et inattendue des Français, aux environs de Bapaume, les 2 et 3 janvier, plaçait notre armée dans une situation critique ; et, pour peu qu'elle eût été forcée de reculer, on aurait été obligé de *lever le siège de Péronne.* On prit donc toutes les précautions pour être prêts à toute éventualité. »

XXI

Lille

(7 janvier 1871)

Le 7 janvier, de Boisleux, le colonel m'envoyait à Lille, avec quatre hommes, pour toucher une très grande quantité d'effets d'habillement et de campement, dont le besoin se faisait cruellement sentir. Je fis le voyage de Lille en chemin de fer, avec un officier d'ordonnance du général Faidherbe, qui me donna, sur les derniers combats, des renseignements très intéressants. A Lille, je m'installai à l'hôtel de France, qui me parut somptueux ; ma chambre, avec son vieux mobilier défraîchi, me semblait merveilleuse. Nous étions si peu habitués à pareil luxe, dans nos cantonnements ! Je rencontrai, à Lille, mon camarade Salomon, lieutenant du bataillon, éliminé aux élections et qui rentrait chez lui, à Villeneuve-lès-Avignon. Je l'accompagnai à l'hôpital, où il cherchait un de ses compatriotes blessé. Cette visite dans les salles nous fit une impression des plus pénibles. Les blessés, couchés dans de mauvais lits, la plupart par terre, serrés les uns contre les autres, avaient déjà des figures de cadavres. Ils étaient tristes et comme anéantis ; nous ne pouvions pas leur tirer une parole. L'air qu'ils respiraient était empesté par de fortes odeurs, qui nous prenaient à la gorge ; on n'a pas idée, aujourd'hui, avec nos habitudes d'antisepsie et de propreté, de ce qu'était une salle d'hôpital pendant la guerre ! On

pansait les blessures avec d'infectes charpies, blanches toiles jadis, chiffons sales après leur passage entre tant de mains malpropres ; aussi mourait-on par centaines, dans ces grandes salles, dont le personnel se renouvelait sans cesse ! En sortant je dis à mon camarade Salomon : « Je retourne demain à l'armée, mais il faudra que je sois bien malade pour consentir à me laisser transporter dans ces horribles nécropoles ; j'aime cent fois mieux mourir dans une masure ou sur le champ de bataille, que dans ces affreuses salles qui sentent le cadavre et la mort. »

J'écrivis, de Lille, à mes parents, et je confiai ma lettre à Salomon, en le priant de la porter lui-même à Bagnols, dès son arrivée. J'étais ainsi sûr qu'elle arriverait à destination. J'ai retrouvé cette lettre, classée par ma mère avec toutes celles que le service désorganisé de la poste n'avait pas égarées. La voici textuellement :

Lille, 8 janvier 1871.

Mes chers Parents,

Mon régiment est toujours cantonné à Boisleux, en avant d'Arras. Hier, le colonel m'a envoyé à Lille, d'où je vous écris, pour percevoir des effets d'habillement nécessaires au régiment. Nous manquons surtout de pantalons, de souliers et de couvertures. J'ai pris avec moi quatre hommes de ma compagnie, qui sont enchantés de faire ce petit voyage en chemin de fer et de visiter la grande ville du Nord.

En arrivant ici, j'ai rencontré un ancien officier de mon bataillon, M. Salomon, de Villeneuve-lès-Avignon, blackboulé aux dernières élections du 8 décembre dernier ; il retourne tranquillement dans le Midi en passant par Dunkerque et Cherbourg. Son échec lui a valu un congé défi-

nitif; comme résultat final, ce n'est pas banal. Nous le regrettons tous, car c'était un bon camarade et un excellent officier. Une fois de plus, son échec démontre combien l'élection des officiers par les soldats est une mesure absurde et déplorable. Très bon musicien, c'est lui qui avait composé la marche de notre régiment. Un peu triste, mais très originale, cette marche avait le très grand mérite de se distinguer de toutes les autres. C'est elle que je fis sonner, la nuit, sur le champ de bataille de Pont-Noyelles; c'est elle qui nous réveillait en cas d'alerte et sonnait nos tristes départs, avant l'aube. Les hommes la détestaient. Ils associaient cet air aux plus mauvaises heures de leur vie militaire. Peut-être en ont-ils voulu à son auteur? Inconscients, ils ont plutôt voté contre le compositeur que contre l'officier. Une élection tient à si peu de chose!

Quoi qu'il en soit, c'est un charmant garçon, fort bien élevé, appartenant à l'une des meilleures familles du Gard. Je lui confie ma lettre; il m'a promis de vous la porter lui-même, à Bagnols, dès son arrivée. Je vous prie de le recevoir comme un de mes bons amis. Il vous donnera, sur la guerre et sur la vie que nous menons, des renseignements très intéressants et, en tout cas, beaucoup plus vivants que les récits de mes lettres, écrites à la hâte sur un bout de table quelconque.

J'espère que vous recevrez mes lettres écrites après les batailles des 2 et 3 janvier. Je vous répète que je ne suis ni blessé ni fatigué et que je me porte à merveille. Je supporte admirablement les grandes fatigues. J'ai fort bon appétit les jours où l'on mange et je dors bien, quand je puis me coucher.

Aujourd'hui je mène la vie d'un grand seigneur : logé dans le meilleur hôtel de Lille, je prends mes repas à des heures régulières, dans une superbe salle à manger, bien chauffée. Je circule en voiture dans la ville, je prends du moka exquis dans un grand café; c'est la grande vie, celle

que mènent les officiers de marine qui descendent à terre ; c'est délicieux, mais trop court.

Le froid extrême que nous endurions depuis vingt-cinq jours s'est bien atténué. Nous n'avons plus que 2 degrés au-dessous de zéro ; c'est très supportable. Nos hommes sont bien vêtus, ils ont de bonnes tuniques, des tricots ; il ne leur manquait que des pantalons, je viens d'en toucher un stock énorme, qui fera la joie du régiment.

L'armée du Nord marche admirablement. Ne croyez pas un mot des dépêches d'origine prussienne, annonçant la désastreuse retraite de l'armée du Nord. Nos retraites s'opèrent dans un ordre parfait. Elles font partie du plan combiné de Faidherbe qui, n'étant pas assez fort encore pour marcher sur Paris, se retranche derrière les places fortes du Nord, après chaque bataille. Cette tactique est très sage et immobilise devant nous toute une armée prussienne. Salomon vous expliquera tout cela en détail.

Je retourne ce soir à Boisleux, avec un wagon que mes hommes viennent de remplir d'effets militaires. Je vais être bien reçu ; demain matin, nous devons partir et reprendre l'offensive.

Dans notre retraite, de Corbie à Arras, j'ai perdu mon ordonnance Barnouin. Je ne sais pas s'il est prisonnier ou malade dans une ambulance. Je l'ai vainement cherché partout ; il avait mal au pied et suivait péniblement la colonne ; je crois plutôt qu'il a été fait prisonnier, avec quelques traînards, par la cavalerie prussienne. Parmi les jeunes gens que vous connaissez, il n'y a ni morts ni blessés. Guiminel, Nogier, Victorin Robert vont bien. Si M. Imbert de Codolet vient vous demander des nouvelles de son fils, vous pouvez les donner excellentes. Adieu ; Lille est une très belle ville.

Je quittai Lille à 4 heures du soir et arrivai, à 10 heures, à Boiry, où se trouvait déjà mon régiment, qui était parti de Boisleux dans la journée. Je rendis

compte immédiatement de ma mission au colonel Lemaire ; très aimable ce jour-là, sachant que je n'avais pas de logement assuré pour la nuit, il m'offrit un canapé dans sa chambre. J'acceptai sans enthousiasme ; j'aurais bien préféré coucher sur une botte de paille, dans le cantonnement de ma compagnie.

Le 9 janvier, nous séjournions à Boiry, où je fis la distribution des vêtements que j'avais rapportés de Lille.

Le 10, nous quittions le cantonnement de Boiry pour aller coucher à Adinfer. Le 11, nous restions encore à Adinfer.

XXII

Bucquoy

(12 et 13 janvier 1871)

Le 12 janvier, nous partions d'Adinfer pour aller coucher à Bucquoy, en passant par Ayette. Le soir même, j'étais de grand'garde, à 2 kilomètres en avant de Bucquoy, dans le château. Ma compagnie était bien installée et la nuit ne fut pas trop mauvaise. Nous étions très près de l'ennemi ; j'avais recommandé aux sentinelles de charger leur fusil et de me prévenir à la première alerte.

Vers 7 heures du matin, on amena devant moi un homme de ma compagnie, le nommé Bastide, assez grièvement blessé. La première phalange de l'index droit était coupée et ne tenait plus au doigt que par un lambeau de chair. Le sang coulait abondamment. J'interrogeai cet homme ; il m'expliqua qu'en voulant décharger son fusil à tabatière, et ne le pouvant pas par la culasse, il avait introduit la baguette par le canon. Le choc sur la cartouche avait fait partir le coup et la baguette, violemment repoussée, avait coupé le doigt qui la tenait encore. Je fis immédiatement une petite enquête et j'acquis la conviction que la version de Bastide était bien l'exacte vérité. J'envoyai aussitôt cet homme au village, sous la conduite d'un caporal, porteur de mon rapport au commandant.

Une heure après, le caporal revenait avec un ordre du colonel de me rendre immédiatement auprès de lui. Je n'oublierai jamais la scène qui se déroula dans

le bureau du colonel. Mon ami Arthur Lavondès, sergent, secrétaire du colonel, écrivait, penché sur une table. Lorsqu'il me vit entrer, il releva timidement la tête et me fit un signe imperceptible qui voulait dire : « Gare la bombe ! » La bombe éclata aussitôt. Avec sa brutalité accoutumée, le colonel m'apostropha, à peu près en ces termes : « J'ai vu Bastide, l'homme qui s'est mutilé volontairement. Votre rapport est idiot ; vous allez le déchirer et me faire une plainte en cour martiale, pour mutilation volontaire. » Je savais, heureusement, que la plainte du chef de compagnie était indispensable pour faire passer un homme en cour martiale ; je savais, d'autre part, que personne ne pouvait le contraindre à porter cette plainte, s'il ne le voulait pas. Je pris immédiatement la résolution de résister, jusqu'au bout, à la pression brutale du colonel : « Mon Colonel, répondis-je, je suis absolument convaincu que cet homme ne s'est pas mutilé volontairement ; que nous sommes en présence d'un simple accident ; je ne puis, à mon grand regret, modifier les termes et les conclusions de mon rapport. » En entendant ces paroles, le colonel entra dans un véritable accès de rage. Il était furieux, il criait, il tempêtait, il m'injuriait de la façon la plus grossière, me traitant d'officier de carton, de gamin, que sais-je encore ? Il allait jusqu'à me menacer du poing. Je ne bronchai pas. Lavondès, qui me voyait pâlir et serrer convulsivement la poignée de mon sabre, se leva et, derrière le colonel, me fit un signe désespéré, en portant le doigt sur la bouche, me suppliant de rester calme et de ne rien dire. Je ne prononçai pas une parole, en effet. J'attendis, impassible, la fin de l'orage ; deux ou trois fois, le colonel me fit sommation de lui obéir ; il me menaça de me faire

passer moi-même en cour martiale. Je ne répondis pas. Voyant qu'il ne pouvait rien obtenir, il me défendit d'envoyer Bastide à l'hôpital ; il m'ordonna de lui faire suivre la colonne. Puis il me congédia en termes grossiers et outrageants. Je fis le salut militaire, demi-tour et gagnai le large, avec une certaine satisfaction.

Ouf ! quelle aventure ! quand j'y pense encore, après quarante-deux ans, j'en ai le frisson. On n'a pas idée d'une pareille brute humaine ! Quand je racontai cette histoire, toute chaude, à mon excellent commandant Poilpré et à mes camarades, ils avaient peine à croire. Lavondès, qui avait tout entendu, la précisa dans ses moindres détails. Elle fit, d'ailleurs, le tour de l'armée, pour la plus grande gloire du colonel.

Le 14 janvier, à 7 heures du matin, nous partions de Bucquoy. Suivant l'ordre cruel du colonel, Bastide suivait la colonne. Il souffrait beaucoup, malgré le pansement du docteur de notre bataillon, Marius Tribes. Je l'avais débarrassé de son sac et de son fusil, mais il avait, quand même, beaucoup de peine à suivre.

Nous traversâmes les villages de Miraumont, Bouzincourt et, à 4 heures du soir, nous arrivions en vue d'Albert. Les Prussiens se retiraient devant nous. Nous pensions qu'ils allaient défendre la ville d'Albert, position stratégique importante et qu'ils occupaient déjà depuis longtemps ; il n'en fut rien. Nous vîmes quelques uhlans d'arrière-garde quitter la ville. Nous tirâmes d'assez loin sur eux. Ils disparurent au galop et ce fut tout. Les habitants nous apprirent que les Prussiens avaient décidé de n'opposer aucune résistance et de nous céder la place. Nous nous installâmes à Albert, dans les cantonnements que les Prussiens venaient d'abandonner.

En arrivant à Albert, ma première pensée fut pour Bastide. Son état était très inquiétant ; épuisé de fatigue, souffrant beaucoup, brûlant de fièvre, cet homme était perdu, si on ne le soignait pas immédiatement ; exécuter rigoureusement l'ordre du colonel, c'était le tuer. Je vis le docteur Tribes. Il fut d'avis, comme moi, que, malgré l'ordre du colonel, il fallait envoyer, d'urgence, Bastide à l'hôpital d'Albert. « Si tu veux faire le billet d'hôpital, me dit Tribes, nous le signerons tous les deux ; nous verrons bien ce qu'on pourra nous reprocher. » Et, sans hésiter, nous prîmes la responsabilité d'envoyer ce blessé à l'hôpital.

Le 15 janvier, le bataillon séjourna à Albert. Le 16, nous partîmes d'Albert à 6 heures du matin, par un temps affreux. Vers 8 heures, le colonel, passant, à cheval, au milieu de la colonne, me demanda, d'un air narquois et méchant, si Bastide marchait avec la compagnie. Je lui répondis que, d'accord avec le médecin, je l'avais envoyé à l'hôpital. Il entra dans une violente colère et, devant toute ma compagnie, m'injuria de la plus belle façon. « Comment ! je vous avais défendu d'envoyer cet homme à l'hôpital. Vous m'avez désobéi, vous passerez en cour martiale. Vous êtes un officier indiscipliné, etc... » Je répondis simplement : « Je ne croyais pas, mon Colonel, que vous vouliez faire mourir cet homme sur la route (c'était bien, au fond, son intention) ; le voyant très malade, à Albert, je l'ai, d'urgence, envoyé à l'hôpital. » J'étais bien tranquille ; prévoyant cette algarade, j'avais consulté un capitaine de frégate, président de la cour martiale, dont je faisais partie moi-même ; il m'avait pleinement rassuré et dicté ma réponse. « La situation de votre colonel est bien plus compromettante que la vôtre,

me disait-il; il se gardera bien de parler de cette affaire au général. »

Distancé par d'autres événements infiniment plus tragiques, cet incident tomba bientôt dans l'oubli et je ne me souviens même plus si Bastide, après sa guérison, vint reprendre sa place dans les rangs de ma compagnie.

Les années se sont écoulées depuis lors. Le 12 février dernier, je réunissais, à Bagnols, dans le café Peyron, tous les survivants de ma compagnie de gardes mobiles et, avec eux, les combattants de 1870, du canton de Bagnols. Les rangs s'étaient singulièrement éclaircis! Ils furent exacts au rendez-vous. J'avais peine à reconnaître, sous ces figures de vieillards, hâlées et ridées, les traits juvéniles de mes anciens compagnons d'armes. Placé à côté de moi, le sergent Nogier me les nommait à mesure. L'un d'eux, un vieux assez décrépit, fit signe à Nogier de ne rien dire. Il s'avança vers moi et, levant brusquement la main droite, il me montra l'index, auquel manquait la première phalange. Je restai un moment interdit et puis, tout à coup, me souvenant, je m'écriai : Bastide ! « Oui, mon Lieutenant, c'est moi Bastide, à qui vous avez sauvé la vie. — Ah, mon vieux Camarade, dis-je, en lui serrant la main, tu peux te flatter de m'avoir fait passer quelques mauvaises heures ! »

L'assistance paraissant assez impressionnée par cet incident, je racontai immédiatement l'histoire. L'aventure du mutilé malgré lui eut un grand succès. Je profitai de ce récit pour rappeler à mes camarades quelques épisodes de notre campagne, et cette réunion confraternelle nous donna l'illusion d'un rajeunissement momentané.

XXIII

Albert — La cour martiale

(15 janvier 1871)

Bastide m'a entraîné un peu loin. Je reviens en arrière et reprends mon récit au point où je l'ai laissé. Le 15 janvier, nous étions donc à Albert, chef-lieu de canton situé à peu près à égale distance d'Amiens, de Bapaume et de Péronne. Vers 5 heures du soir, un gendarme de la prévôté vint me convoquer pour siéger à la cour martiale, dont je faisais partie depuis une dizaine de jours. Instituées par un décret du 2 octobre 1870, les cours martiales remplaçaient, à l'armée, les conseils de guerre, pendant toute la durée des hostilités. Présidées par un commandant, assisté de deux capitaines et de deux lieutenants, les cours martiales siégeaient régulièrement depuis l'organisation de l'armée du Nord par Faidherbe. La procédure de cette redoutable juridiction était des plus sommaires.

La gendarmerie procédait à une enquête, et, d'heure à heure, on traduisait l'accusé devant nous. L'échelle des peines n'était pas variée : c'était toujours la mort. Le meurtre, la désertion, aussi bien que le vol et le maraudage, étaient punis de mort. Les arrêts de la cour martiale, exécutoires dans les vingt-quatre heures, n'étaient susceptibles ni d'appel, ni de cassation, ni de revision ! J'étais appelé presque tous les jours à siéger,

en ma qualité de juge, à la cour martiale. C'était une rude corvée morale, ajoutée à tant d'autres corvées matérielles, et une bien lourde responsabilité pour ma jeune expérience. Dans les premières séances, notre répression ne fut pas à la hauteur des circonstances. On ne parlait pas encore, comme aujourd'hui, de la *crise de la répression,* mais nous avions inventé la chose, avant le mot : effrayés par l'énormité de la peine, nous acquittions tous les accusés. Préoccupé de cette situation, Faidherbe nous fit comprendre que nous devions accomplir ce pénible devoir, comme les autres, avec courage, et sans nous préoccuper des conséquences de notre verdict. Il fallut donc bien se résigner à sévir de temps en temps.

Je me souviens d'un espion qui comparut, un soir, devant nous, à Adinfer, si je ne me trompe. Cet homme, un colporteur belge, avait été surpris en flagrant délit d'espionnage. Les preuves de sa culpabilité étaient manifestes. Il fut condamné, sans hésitation, à l'unanimité. Lorsque le président prononça la sentence de mort, j'étais, je crois, beaucoup plus ému que le condamné. Celui-ci ne fit pas un mouvement. Puis, se tournant tranquillement vers nous et fixant le plus jeune, il nous dit, d'une voix profonde et impressionnante : « Eh bien ! Messieurs, vous venez de condamner un innocent ! »

Le plus jeune en avait froid dans le dos, et, quand il y pense encore aujourd'hui, en écrivant ces lignes, ce souvenir le trouble désagréablement.

Le gendarme qui m'avait convoqué, le 15 janvier, me conduisit dans une grande salle, où siégeait la cour martiale, présidée par un capitaine de frégate. Quelle ne fut pas ma surprise en voyant, sur le banc des

accusés, le garde mobile Roubeau, de mon bataillon, celui qui avait pris la fuite, le 2 janvier précédent, dans la forêt d'Achiet-le-Grand, un instant avant la bataille! Comment ce malheureux, après sa désertion publique et sensationnelle, était-il revenu à proximité de nos cantonnements? Le rapporteur nous expliqua que, réfugié en Belgique pendant quelques jours, il était revenu sur le territoire français, où la gendarmerie l'avait arrêté. La cause fut vite entendue. Roubeau, reconnu par ses camarades, avouait tout. Il se traînait à nos genoux, en pleurant, en nous suppliant de lui pardonner. L'effondrement de cet homme était quelque chose d'affreusement triste et lugubre. Pendant qu'il se traînait à nos pieds, je le voyais encore, fuyant dans la forêt et répondant à mes sommations par un dernier geste de refus désespéré. C'était bien la désertion devant l'ennemi, dans ce qu'elle avait de plus caractérisé. La nécessité de réprimer un acte aussi notoire et aussi contraire à la discipline s'imposait impérieusement ; Roubeau fut condamné à mort.

Le lendemain matin, on le fusilla, devant le front du bataillon, suivant les prescriptions du décret. En ma qualité de juge, je fus dispensé d'assister à l'exécution. J'appris, par mes camarades, que ce spectacle produisit sur les hommes une impression terrifiante. Il convient d'ajouter que Roubeau, très déprimé et sans force de caractère, se fit traîner jusqu'au poteau et qu'il poussait des cris déchirants. Les mêmes hommes qui, le 2 janvier, au moment de la désertion, me disaient : « Si on n'exécute pas Roubeau, nous désertons tous », s'élevaient, en termes violents, contre ces odieuses condamnations de la cour martiale, qui n'épar-

gnaient pas même un homme marié et père de deux enfants.

Malgré tout ce qu'elle avait de pénible et de douloureux, l'exécution de Roubeau était nécessaire. Elle produisit un effet salutaire sur l'esprit de nos jeunes troupes. La cour martiale n'était plus une chimère; la terreur qu'elle inspirait soutenait les courages défaillants et renforçait l'autorité du commandement.

XXIV

Départ d'Albert

(16 janvier 1871)

La journée du 16 comptera parmi les plus mauvaises et les plus pénibles de la campagne. Nous partîmes d'Albert sous une pluie fine et froide, qui se gelait sur les vêtements. Un vent violent nous jetait cette pluie glacée sur la figure et nous arrêtait dans notre marche. La route était couverte de verglas; les hommes glissaient à chaque pas; l'artillerie et les fourgons allaient avec une lenteur désespérante. Ces lourds attelages passaient au milieu de la colonne et nous rejetaient dans le fossé, en dérapant. Renversé par un caisson d'artillerie, je roulai dans le fond d'un fossé, sans me faire trop de mal; la chute fut amortie par ma grosse capote et mon capuchon. Le fourreau de mon sabre, seul, fut faussé. Nous arrivâmes très tard à Combles, dans un état d'exténuation complet. J'étais logé, avec une partie de ma compagnie, dans l'école des sœurs; le restant de ma compagnie était à l'abri d'un hangar ouvert, d'un côté, à tous les vents.

Le 17 fut aussi une journée pénible; partis de Combles à 7 heures du matin, nous traversâmes les villages de Raucourt et de Moislains. Nous arrivâmes à Berne à 7 heures du soir; j'ai noté sur mon carnet de campagne, à la date du 17 janvier 1871, ces quelques mots : « Arrivés à Berne à 7 heures du soir; logé chez M. Thu-

rotte; souffert, dans la journée, de la boue et de la faim. »

Le dégel, succédant brusquement au verglas, avait transformé les routes et les champs en un océan de boue; dès qu'il fallait quitter les chemins, pour laisser passer l'artillerie, nous nous enfoncions jusqu'aux chevilles dans les terres labourées. Impossible de s'asseoir; il fallait rester debout, les pieds dans l'humidité.

Les convois, arrêtés par le mauvais état des routes et distancés par la rapidité de notre marche en avant, n'arrivaient pas en temps utile jusqu'à nous; de telle sorte que nous étions sans vivres, réduits aux maigres victuailles que les plus débrouillards trouvaient dans les villages traversés, occupés, la veille, par les Prussiens et envahis, ce jour-là, par toute une armée. Ainsi s'explique la note laconique de mon carnet : « Souffert de la boue et de la faim. »

A Berne, nous étions sur la frontière du département de l'Aisne, déjà bien loin des places fortes et du théâtre ordinaire des opérations de l'armée du Nord. Nous laissions Péronne derrière nous, et, cependant, cette place était depuis le 9 janvier au pouvoir des Prussiens. Il était évident que notre général en chef changeait de tactique. Il explique cette marche vers le sud-est de la façon suivante, dans son ouvrage sur l'armée du Nord :

« Nous savions que la garnison de Paris allait faire un grand et suprême effort; un télégramme de Bordeaux, envoyé par M. de Freycinet, en l'absence de M. Gambetta, avait averti le général Faidherbe que le moment d'agir vigoureusement était venu; il importait surtout d'attirer sur nous le plus de forces possible, de Paris. Le général Faidherbe, intimement convaincu de cette

nécessité, crut qu'il arriverait à ce but en se dérobant à l'armée qui était devant lui, par quelques marches forcées vers l'est et le sud-est, de manière à arriver rapidement au sud de Saint-Quentin, menaçant ainsi la ligne de La Fère, Chaussy, Noyon et Compiègne. Il était sûr d'avoir bientôt affaire à des forces considérables, mais le moment de se dévouer était venu et il pouvait espérer d'avoir le temps, lorsqu'il se verrait menacé par des forces supérieures, de se rabattre vers le nord, en les attirant à lui, et d'aller les attendre sous la protection des places fortes de Cambrai, Bouchain, Douai et Valenciennes, où il pourrait leur tenir tête, quel que fût leur nombre, si elles osaient l'attaquer. »

Au moment où nous exécutions ce grand mouvement stratégique, nous ne connaissions pas les projets de Faidherbe. Nous avions seulement l'impression que le général en chef nous conduisait bien loin et qu'il ne tarderait pas à se produire un gros événement. Les Prussiens se retiraient devant nous, sans résistance; leurs vedettes, placées sur les cimes des collines, observaient notre marche. Cette attitude de l'ennemi nous paraissait assez étrange et nous inquiétait sérieusement.

XXV

Combat de Vermand

(18 janvier 1871)

Le 18 janvier, nous quittions Berne, à 7 heures du matin, nous dirigeant vers le sud-est. A 10 heures, pendant une distribution de vivres, au milieu d'un champ détrempé, nous entendîmes, tout à coup, tonner le canon, à peu de distance. On nous fit prendre les armes, et, rapidement, nous nous dirigeâmes vers Caulaincourt; nous croisâmes, à 1 kilomètre environ de ce village, une longue file de voitures et de paysans qui fuyaient à l'approche de la bataille, emportant avec eux tout ce qu'ils pouvaient. Les enfants et les femmes, juchés sur les chariots, au milieu des objets les plus divers, avaient des figures pâles et remplies d'épouvante. Les hommes poussaient devant eux leurs bestiaux, en jurant et en criant. C'était un spectacle lamentable, bien fait pour impressionner profondément de placides spectateurs, moins préoccupés que nous des événements qui se préparaient de l'autre côté du village. Nous passâmes au pas de course; à 11 heures, nous étions à Caulaincourt. Notre bataillon fut placé en avant du village de Caulaincourt, bombardé par les Prussiens. Le 1er bataillon de notre régiment fut envoyé dans une autre direction. A partir de ce moment, nous fûmes séparés de lui et pour plusieurs jours; j'ai su, plus tard, que, dans la journée du 18, il avait été attaqué par un régiment de hussards prussiens.

A midi, notre bataillon fut déployé en tirailleurs, entre Caulaincourt et Vermand, côte à côte avec un bataillon de marins ; toute l'après-midi, nous tirâmes sur les Prussiens, embusqués dans les bois, en face de nous.

Nous étions directement sous les ordres du général Paulze d'Ivoy. Dans son récit de la campagne, Faidherbe, relatant cette phase du combat de Vermand, s'exprime ainsi : « Le général Paulze d'Ivoy, voyant qu'il avait alors sur les bras des forces considérables, dut prendre une position en conséquence. Il alla occuper avec de l'infanterie les bois qui s'étendent entre Caulaincourt et Vermand, et plaça la batterie Dupuich sur le plateau qui est au nord de ces bois. Dans cette position, il repoussa l'ennemi et tint bon jusqu'à la nuit close. »

Nous faisions précisément partie de cette infanterie que le général Paulze d'Ivoy avait placée entre Caulaincourt et Vermand.

Vers 3 heures, une batterie ennemie nous prit en enfilade et nous obligea à nous replier sur un plateau protégé par un rideau d'arbres et de broussailles; de là les mobiles et les marins reprirent leur tir.

La batterie Dupuich, placée derrière nous sur le plateau, soutenait notre feu par un tir qui passait sur nos têtes. Nous gardâmes cette position jusqu'à la tombée du jour.

Le combat avait cessé déjà depuis assez longtemps, lorsque notre commandant reçut l'ordre d'aller rejoindre le régiment à Vermand. Nous fîmes un grand détour afin d'éviter l'ennemi et nous arrivâmes à Vermand à 7 heures du soir. Notre régiment et même notre division n'y étaient pas. Le village était occupé par la

1re division du 22e corps. L'officier d'ordonnance qui nous avait porté l'ordre de rallier Vermand avait commis une erreur. Notre commandant se mit à la disposition du général Derroja, qui lui dit de rester avec sa division et de la suivre à Saint-Quentin, où nous arrivâmes, en effet, à 9 heures du soir. Nous étions ainsi séparés de notre colonel et de l'autre bataillon du régiment depuis le matin, et nous devions l'être encore le lendemain et les jours suivants. Un bataillon du 43e de ligne (commandant Perrier), faisant partie de notre brigade, se trouvait dans les mêmes conditions, après le combat de Vermand. Il fit route avec nous, sous les ordres du général de brigade Aynès.

A Saint-Quentin, notre compagnie fut assez bien logée, dans le faubourg d'Isle, avec toute la brigade Aynès. Mes sergents, Nogier et Clauzier, avaient trouvé une grande chambre où nous prîmes ensemble quelques heures de repos, après avoir installé nos hommes.

Cette journée, très dure pour nous, avait été assez heureuse. Ce fut le dernier succès de Faidherbe. L'attaque des Prussiens, à Vermand et à Caulaincourt, avait pour but de couper notre armée en deux et d'empêcher sa concentration autour de Saint-Quentin.

Cette manœuvre était fort habile et aurait bien pu réussir. Heureusement elle échoua; le 18 au soir, Faidherbe occupait Saint-Quentin et toutes les positions qu'il avait désignées, la veille, à ses généraux.

BATAILLE DE SAINT-QUENTIN

CHAMP DE BATAILLE DE LA BRIGADE AYNÈS

Croquis au 1/20.000e dressé par le lieutenant-colonel Lévi, du 110e.

A². — Position du 3e bataillon des mobiles du Gard à 8 heures du matin.
A¹. — — — à 10 —
A. — Traversée du ruisseau au moment de l'attaque.
B. — Position du bataillon pendant la bataille.

XXVI

Bataille de Saint-Quentin

(19 janvier 1871)

Le 19 janvier, avant le jour, nous étions debout. Nous sortîmes de la ville; notre bataillon, ainsi que celui du 43e de ligne, avec lequel nous marchions, fut placé, non loin des faubourgs, sur l'éminence du Petit-Neuville, face au sud. Nous avions à nos pieds une petite vallée et, de l'autre côté, à 3 kilomètres environ, des hauteurs, derrière lesquelles se trouvait le village d'Urvillers. La route de La Fère était à notre gauche; elle descendait assez rapidement la colline, traversait au fond de la vallée un petit ruisseau marécageux, sur un pont, et remontait la côte, en pente douce.

A droite, nous avions la route de Paris, qui se déployait à peu près dans les mêmes conditions et se perdait au loin dans les bois. Depuis deux jours, il dégelait, en sorte que les champs étaient complètement détrempés et qu'on s'enfonçait dans la boue jusqu'aux chevilles.

A 7 heures, toute l'armée occupait les positions en avant de Saint-Quentin que Faidherbe avait choisies. La ligne de bataille s'étendait de la route de Cambrai à celle de Paris.

La brigade Aynès, dont nous faisions partie, était en avant de nous; nous formions sa réserve, avec le 43e de ligne.

L'attaque a commencé, du côté de Gauchy, vers

8 heures. Nous avons aperçu la fumée des premières salves; puis le feu a bien vite gagné du terrain et, de proche en proche, comme une traînée de poudre, il est arrivé jusqu'à la route de Paris.

C'est à ce moment que notre brigade a été envoyée, en toute hâte, à l'extrême gauche de la ligne de bataille, afin d'étendre notre front jusqu'à la route de La Fère. L'ennemi arrivait par cette route et cherchait à tourner l'armée.

Il était 9 heures; le bataillon, formé en ligne, descendit la colline aussi vite que possible, mais il avançait bien lentement, au milieu de cette boue, dans laquelle plusieurs hommes perdirent leurs souliers.

Nous arrivons cependant, à grand'peine, au fond de la vallée, à l'endroit où la route de La Fère traverse le ruisseau. Au moment où nous sommes le plus embourbés, nous recevons une grêle de balles que les Prussiens nous envoient du haut de la colline; ils étaient alors embusqués près de la ferme Guérard. Plusieurs mobiles tombent morts ou blessés. Notre commandant, assez âgé, fatigué par la marche dans la boue, s'affaisse; on le transporte sous le pont de la route. La situation était critique; encore un moment d'hésitation et nous étions perdus. Heureusement, chaque capitaine enlève sa compagnie et l'entraîne en avant. Nous montons la colline au pas de course, sous le feu de l'ennemi, qui abandonne ses positions à notre approche.

Le bataillon venait de se tirer d'un mauvais pas avec honneur, mais il laissait derrière lui une traînée de morts et de blessés, parmi lesquels nous comptions notre brave sergent Clauzier, tué raide, à côté de moi, d'une balle au cœur.

Les Prussiens nous avaient laissés prendre une position magnifique. Le bataillon était à cheval sur la route de La Fère, au sommet de la colline, derrière un épaulement naturel de 2 mètres de hauteur environ (1), qui permettait aux hommes de tirer à de grandes distances sans être exposés.

Nous avions en face de nous un terrain cultivé assez nu, et, à quelques centaines de mètres en avant, un rideau de bois derrière lequel les Prussiens étaient embusqués.

Nous ne fûmes pas longtemps à apprécier l'immense avantage de notre nouvelle position. Une colonne ennemie, beaucoup plus forte que la première, arrivait sur nous et ouvrait un feu terrible, qui frappait inutilement la terre de l'épaulement, tandis que nos mobiles, montrant à peine la tête, tiraient sur un ennemi découvert. Bientôt les Prussiens battirent en retraite et se réfugièrent dans les bois, du côté d'Urvillers, d'où ils sortaient de temps en temps pour reprendre l'offensive ; mais ils n'osèrent pas attaquer de vive force la position derrière laquelle nous étions retranchés.

Vers 3h 30, nous avons vu, à droite, des troupes françaises qui battaient en retraite sur Saint-Quentin, dans un assez grand désordre. Les bataillons voisins du nôtre, sur la ligne de bataille, commençaient aussi leur retraite. Nous étions très inquiets. A ce moment, un général à cheval, suivi de quelques officiers, arriva vers nous et nous dit : « Tenez bon, mes enfants, gardez bien cette position importante, l'ennemi est re-

(1) Au Crinquet, cote 121, la 3e compagnie occupait la position marquée sur la carte par une croix.

poussé. Les bataillons que vous voyez fuir, là-bas, sont composés de mobilisés, qui n'ont jamais vu le feu ; mais la ligne et la garde mobile avancent toujours. » Puis il repartit au galop avec son escorte.

J'ai su, plus tard, que ce général avait été envoyé près de nous pour nous donner du courage et nous obliger à garder jusqu'au bout la route de La Fère, par laquelle les Prussiens essayaient de pénétrer dans Saint-Quentin et de prendre l'armée à revers. Il fallait, en effet, à tout prix, barrer la route de La Fère ; nous étions sacrifiés pour protéger la retraite. Encouragés par ces bonnes paroles, nous tînmes bon pendant une heure encore.

Cependant, à $4^h 30$, la situation devenait intolérable et paraissait désespérée. Isolés de partout, ne recevant plus de munitions, nous avions brûlé nos dernières cartouches sur les Prussiens, qui venaient de faire une suprême tentative pour nous déloger.

Que fallait-il faire ? Les chefs de compagnie tinrent conseil. Nous décidâmes de battre en retraite par la route de La Fère.

Mais quelle affreuse retraite ! C'était bien la débâcle dans ce qu'elle avait de plus hideux. Je vois encore nos mobiles, en désordre, couverts de boue et noircis par la poudre, jetant leurs fusils et leurs sacs pour mieux courir. Les officiers faisaient tous leurs efforts pour les rallier, mais une troupe en déroute n'écoute que la peur. Le sergent fourrier Robert fut véritablement héroïque dans cette circonstance ; n'écoutant que son courage et dans un état d'exaltation patriotique admirable, il barrait la route, en mettant son fusil en travers ; il arrêtait les fuyards, les apostrophait énergiquement et les obligeait à suivre la colonne en bon

ordre. Frappé d'une balle à la tempe, il tomba lourdement pour ne plus se relever. Le sergent Nogier, qui fit aussi noblement son devoir, fut grièvement blessé au cours de cette désastreuse retraite.

Pour arriver à Saint-Quentin sans être fait prisonnier par la cavalerie prussienne, il ne fallait pas songer à s'éparpiller dans les champs détrempés ; on ne pouvait marcher que sur la route. Mais cette route était singulièrement dangereuse ! Dès que les Prussiens avaient connu notre retraite, ils s'étaient rapidement avancés jusqu'à la position que nous occupions derrière l'épaulement. Ils avaient placé, à cet endroit, dominant la route, plusieurs pièces d'artillerie qui nous prenaient en enfilade et criblèrent notre colonne compacte et désordonnée d'obus et de mitraille.

J'étais trop fatigué et trop découragé pour prendre garde au danger. Avec quelques hommes de la compagnie et mes sergents, qui me restèrent fidèles jusqu'au bout, je suivais tranquillement la route, sur laquelle pleuvaient les balles et les obus. J'étais très calme et je me souviens de la réponse que je fis à mon sergent-major, blessé à côté de moi. « Mon Lieutenant, me disait-il, soutenez-moi, je suis blessé, je suis mort ! » Et tout en me disant cela, il courait en mettant la main sur la partie atteinte. Je lui répondis : « Tu n'es pas bien mort puisque tu cours ! Je voudrais bien pouvoir courir aussi lestement ! » Il m'a souvent reproché cette réponse peu charitable.

Enfin nous arrivâmes à Saint-Quentin. Les milices locales cherchaient à organiser la défense de la ville ; des gardes nationaux dépavaient les rues et entassaient les pavés sur des charrettes renversées, pour former

des barricades ; c'était puéril, en face d'un ennemi qui se serait bien gardé de faire l'assaut de pareils obstacles et qui avait d'autres moyens de les démolir. On garnissait les fenêtres de balles de coton et de matelas. C'était un tumulte inconcevable, une cohue, au milieu de laquelle des officiers à cheval criaient sans se faire entendre et cherchaient vainement à mettre de l'ordre. Il était impossible de passer.

En arrivant dans la ville, un commandant m'avait fait sommation, revolver au poing, de défendre, avec mes hommes, une barricade. Je commençai par lui répondre courtoisement que je n'avais plus de cartouches, ce qui était vrai ; en second lieu, que mon premier devoir était d'échapper à l'ennemi, avec mes hommes, qui risquaient fort d'être prisonniers si je restais à Saint-Quentin. Il m'injuria ; je haussai les épaules et je passai.

Mais tout à coup les obus commencèrent à tomber dans la ville. Toute la foule grouillante, tous les beaux municipaux s'éclipsèrent instantanément. La nuit tombait, et la municipalité avait commis l'imprudence d'allumer les réverbères, de telle sorte que l'alignement des becs de gaz indiquait aux Prussiens dans quelle direction il fallait viser pour prendre en enfilade toute une rue. J'ai vu tomber devant moi, comme des capucins de carte, des files de huit ou dix hommes, pris en écharpe par un obus. Nous avons hâté le pas. J'avais tellement soif, cependant, que je me suis arrêté un instant pour boire un bol de bouillon chaud qu'une dame m'offrait d'une fenêtre du rez-de-chaussée. Je la vois encore me tendant gracieusement et courageusement ce bol, au risque de recevoir un éclat des obus qui claquaient alors sur le pavé de la rue. Je la remer-

ciai très sincèrement, et, de tous les incidents de la journée, c'est assurément de celui-là que j'ai gardé le meilleur souvenir.

Il était complètement nuit quand nous sortîmes de la ville, par la route de Cambrai. Notre bataillon n'existait plus, pour ainsi dire. Des compagnies entières manquaient. J'avais encore, avec moi, une trentaine d'hommes. Sur mes six sergents, deux étaient tués, trois blessés et un prisonnier. Avec nous marchaient des dragons démontés, des marins, des fantassins, qui avaient perdu leurs godillots dans la boue et allaient pieds nus. D'ailleurs cet assemblage hétéroclite n'avait rien de choquant ; nous avions tous le même uniforme, couleur de boue.

A la sortie de Saint-Quentin, j'avais rencontré le commandant Perrier, du 43e de ligne, avec lequel nous avions combattu, côte à côte, depuis deux jours. Son bataillon était décimé comme le nôtre. Je me plaçai sous les ordres de cet officier énergique, qui nous soutenait par ses encouragements : « Allons, jeunes gens, disait-il, du courage! Il faut encore marcher pour échapper à la cavalerie ennemie ; demain, vous vous reposerez à Valenciennes. »

Au lieu de suivre la grande route de Cambrai, le commandant Perrier, qui connaissait merveilleusement la région, nous fit prendre le chemin de halage du canal de Cambrai, jusqu'à Lesdin. Nous entendîmes, sur la route pavée, le galop des escadrons lancés à notre poursuite. Mais la nuit nous protégeait. Nous suivions, en silence, le chemin de halage ; nous marchions, nous marchions toujours ; nous dormions à moitié en marchant! deux ou trois fois, en faisant des cloches, j'ai failli tomber dans le canal. Nous n'avions

pour ainsi dire rien mangé de toute la journée. En tout cas, depuis 5 heures du soir, je n'avais pris que le bol de bouillon offert par la belle et courageuse dame de Saint-Quentin.

A 2 heures du matin, nous arrivions à Bohain. Le commandant Perrier fit prendre deux heures de repos à sa colonne. Nous trouvâmes, ô joie! un superbe jambon chez un épicier, et du pain! et des chaises autour d'une table! Nous fîmes un souper délicieux. A 4 heures du matin nous repartions de Bohain et à 7 heures du soir nous arrivions à Valenciennes, après avoir fait 60 kilomètres depuis notre départ de Saint-Quentin.

On se demande comment des hommes peuvent résister à de pareilles fatigues! Nous étions, à vrai dire, à bout de forces et dans un état d'épuisement, de maigreur et de saleté impressionnant.

L'*Étoile belge* publiait, à la date du 20 janvier 1871, sur la bataille de Saint-Quentin, un article de son correspondant de Cambrai, qui se terminait ainsi : « Dès l'aube on vit arriver l'armée!... quel triste et navrant spectacle que celui-là! des soldats isolés, couverts de boue jusqu'au-dessus de la ceinture, harassés, épuisés de fatigue, le visage blémi par les privations, se traînant péniblement, douloureusement; leurs chaussures et leurs pantalons ne présentaient plus qu'une masse informe de boue. Un grand nombre d'entre eux marchaient pieds nus! Ils n'avaient plus rien du militaire! rien du soldat!

« C'était bien là l'armée en haillons!

« Par la rue conduisant à la station, arrivaient les charrettes de blessés; les malheureux, pâles, hâves, l'œil sombre, les uns déjà amputés, les autres n'ayant

pas même été pansés, semblaient attendre tranquillement la mort.

« Sur la place d'armes viennent se réunir le matériel et les canons qu'on a pu sauver du désastre. Tout cela a un aspect lugubre et porte les traces visibles d'une lutte acharnée et de fatigues surhumaines.

« De cette vaillante armée du Nord, qui avait fait naître tant d'espérances, il ne reste plus que des débris. »

L'*Étoile belge* avait raison : l'armée du Nord était anéantie, il ne restait plus qu'une cohue de soldats découragés et couverts de boue.

XXVII

Valenciennes — Douai — Cambrai

(20 au 29 janvier 1871)

En arrivant à Valenciennes, fatigués, exténués, nous reçûmes des billets de logement. Avec mon camarade, le capitaine Salmon, j'étais logé dans une maison de très belle apparence. Nous entrâmes ; le valet de chambre nous fit attendre assez longtemps dans le vestibule. Puis, le propriétaire, un vieux monsieur, dont je n'ai pas oublié le nom, arriva. Il manquait d'enthousiasme et paraissait surtout préoccupé de se débarrasser de nous au plus vite. Il regardait notre tenue boueuse et délabrée avec un air peu dissimulé de stupéfaction et de répugnance. Il se garda bien de nous tendre la main et de nous demander si nous avions faim ou soif ; il balbutia quelques paroles d'excuses et donna l'ordre à son domestique de nous conduire à l'hôtel. Et nous qui comptions déjà, en entrant, sur le confortable de cette belle maison ! Salmon était furieux. « Oh ! l'animal, dit-il en sortant ; nous aurions dû exiger le logement effectif chez lui ; et nous aurions fait du bruit, et nous aurions sali son beau tapis avec nos souliers pleins de boue ! » Parbleu, c'est justement ce qu'il ne voulait pas.

Au demeurant, le vieux monsieur fit bien les choses. Il nous hébergea dans le plus bel hôtel de Valenciennes, où l'on nous donna de superbes chambres. Avons-nous dormi cette nuit du 20 au 21 janvier ? Combien

d'heures? je ne sais plus; mais la journée était déjà très avancée lorsque nous fîmes notre entrée en ville, avec des habits presque propres.

La première chose qui attira mon attention, en sortant de l'hôtel, fut une superbe paire de bottes jaunes, étalées dans une vitrine. Elles étaient aussi chères que belles; quand même, je n'hésitai pas à les acheter. Le capitaine Salmon, qui avait perdu ses souliers dans la boue de Saint-Quentin, m'approuva hautement. « Avec ces outils-là, me dit-il, tu peux affronter toutes les boues. » Il nous semblait que marcher dans la boue était désormais notre destinée et que nous allions vivre indéfiniment dans cet élément.

Sur la place d'armes, nous rencontrâmes des camarades. On se serrait la main, en s'abordant par des phrases dans le genre de celle-ci : « Ah! te voilà, mon pauvre vieux! on m'avait dit que tu étais mort », ou bien : « Combien te reste-t-il d'hommes dans ta compagnie? — Dix-sept, et toi? — Moi, trente-deux! »

Le 22 janvier, je quittai Valenciennes, avec un détachement, pour me rendre à Douai, où l'on essayait de reconstituer notre régiment. De Douai, le capitaine qui commandait le détachement m'envoya à Lille avec six hommes, pour toucher des effets militaires et des armes. Je revins avec trente-sept colis.

Du 23 au 27 janvier, nous fûmes très occupés à reconstituer nos compagnies et à les armer.

Enfin, le 28 janvier, tout le régiment se réunissait à Cambrai; notre commandant s'y trouvait déjà. Il nous reçut à bras ouverts, sans faire la moindre allusion aux événements du 19 janvier; il paraissait se porter à merveille. Notre bataillon avait particulièrement souffert à la bataille de Saint-Quentin. Il lui manquait

250 hommes, qui furent remplacés par des mobiles du Pas-de-Calais. Notre compagnie comptait 17 tués et autant de blessés. Nous avions à déplorer la mort de notre fourrier, Victorin Robert, dont la conduite avait été admirable pendant la bataille, et du sergent Clauzier. Le sergent Nogier était grièvement blessé; le sergent-major Guiminel, blessé légèrement; un autre sergent blessé et le dernier fait prisonnier. On nomma de nouveaux gradés, pris, la plupart, parmi mes anciens caporaux; mais ce n'était plus ma compagnie de la guerre et des jours héroïques! Lorsque je l'alignais, pour l'exercice ou la parade, je ne pouvais contempler ses files sans un serrement de cœur. Je cherchais toujours, involontairement, dans le rang, ou parmi les serre-files, les camarades tués ou blessés à Saint-Quentin. Aussi, ce fut sans regret que je la quittai pour prendre les fonctions d'officier d'armement, que le colonel m'avait confiées dans la nouvelle réorganisation du régiment. Le capitaine Portal, n'étant plus détaché aux fonctions de major, avait repris le commandement de sa compagnie. Détaché, comme lieutenant, au poste d'officier d'armement, je reprenais mon indépendance et je ne restais pas en sous-ordre dans une compagnie que j'avais commandée pendant toute la durée des hostilités.

D'ailleurs, la guerre paraissait bien toucher à sa fin. De très mauvaises nouvelles nous parvenaient de tous les côtés. Le général Chanzy venait d'évacuer Le Mans et reculait toujours. La résistance de Paris était admirable, mais son armée de défense échouait dans toutes ses tentatives de sortie. L'armée de l'Est était en déroute et nous savions, d'autre part, ce qu'il fallait penser de l'armée du Nord. Toute résistance devenait

donc impossible, et ce sentiment d'impuissance, joint aux malheurs que nous venions d'éprouver, nous plongeait dans une profonde tristesse.

C'est dans ces circonstances et plutôt avec satisfaction que nous apprîmes, le 29 janvier, la nouvelle de l'armistice.

XXVIII

Après l'armistice

Du 28 janvier au 3 février, notre bataillon fut cantonné à Proville, situé aux portes de Cambrai. Le curé du village m'avait offert l'hospitalité et j'ai conservé le meilleur souvenir de mon séjour dans son modeste presbytère.

Du 4 au 18 février, nous avons séjourné à Cantaing. Mon hôte, M. Daillez, ne me laissait prendre aucun repas en dehors de sa maison. Il nous servait les poulets et les oies grasses qu'il destinait, à regret, aux Prussiens. Sa sœur, Mlle Pélagie, nous faisait une cuisine exquise. Nous aurions volontiers prolongé notre villégiature dans cette agréable résidence, mais l'ordre de partir, pour Dunkerque et Bordeaux, ne devait pas tarder à nous arriver. D'après les renseignements que j'avais recueillis à Cambrai, notre division était envoyée à Bordeaux pour constituer la garde de l'Assemblée nationale. Toutes les lignes de chemin de fer qui traversaient la France étant coupées ou désorganisées, nous prenions la voie maritime.

XXIX

De Dunkerque à Cherbourg

(20 février 1871)

Le 19 février, nous partions, en chemin de fer, de Cambrai pour Dunkerque. Le 20, notre régiment s'embarquait à bord de la frégate cuirassée *La Surveillante*. Le 22e corps d'armée, tout entier, était ainsi transporté sur la flotte, mouillée en avant de Dunkerque. Nous pensions aller à Cherbourg et de là à Bordeaux.

L'embarquement fut assez compliqué. Pendant de longues heures, notre vaisseau resta à l'ancre, attendant l'ordre de départ. Nous roulions fortement sur place, et nos cœurs de fantassins, peu accoutumés à ce genre d'exercice, en souffraient terriblement. Les officiers du bord étaient pleins de prévenances pour leurs camarades de terre, mais ceux-ci ne répondaient guère à leurs amabilités que par de courtes phrases, entrecoupées de hoquets. Quand nous partîmes enfin, au milieu de la nuit, nous étions si malades que nous n'avions plus la force de regarder les côtes anglaises. C'est à peine si nous avons aperçu les feux de Douvres.

Nous arrivâmes à Cherbourg le 21 février, à 4 heures du soir, très fatigués et sans avoir pris la moindre nourriture à bord. En ma qualité d'officier d'habillement, j'avais un cheval. Immédiatement après le débarquement, le colonel me donna l'ordre de monter à cheval, d'aller à la place et de faire plusieurs courses très urgentes. Mon cheval, qui avait eu, comme moi,

le mal de mer, ne pouvait pas se tenir debout. Nous entrâmes à l'hôtel de l'Amirauté, et, après nous être restaurés, nous partîmes exécuter les ordres du colonel.

De Cherbourg, le bataillon fut envoyé à Tréauville, petit village placé à l'extrémité ouest de la Manche, en face des îles anglaises. Ma compagnie était cantonnée dans le hameau de Dialette, à la pointe extrême du cap de la Hague. J'étais logé dans le phare, chez le gardien du feu, M. Hurel. De ma petite chambre, je voyais l'île d'Aurigny et, à droite, les immenses falaises du cap de la Hague, contre lesquelles venaient battre les vagues de l'Océan.

Après toutes les émotions et les dramatiques péripéties de notre récente campagne, ces quelques jours de repos, au bord de la mer, en face de ce majestueux paysage, nous firent le plus grand bien.

Nous avions fait le projet d'aller, tout à fait incognito, visiter l'île d'Aurigny. Notre bateau était paré et, avec trois camarades, nous devions nous embarquer le 27 février, à la pointe du jour. Nous fûmes réveillés, bien avant l'aube, par la marche du régiment, qui retentit jusqu'au phare et sur tout le rivage! Deux heures plus tard, nous étions en mer! Quelle catastrophe, si le régiment était parti sans nous! Nous étions déserteurs et déserteurs en pays étranger!

Mais, à l'appel, chacun de nous était à son poste; à 7 heures, nous partions. Arrivés à Couville à 11 heures, nous prenions le chemin de fer qui nous conduisait à Littry, à 9 heures du soir, où nous couchions.

Le 28, à 8 heures du matin, départ de Littry. Nous avons traversé la magnifique forêt de Cérigny et sommes arrivés à Balleroy à 11 heures du matin.

Louis GENSOUL

LIEUTENANT DE LA GARDE MOBILE

Cherbourg. — Février 1871

XXX

Balleroy

Nous devions passer un mois à Balleroy; pourquoi ce long séjour dans cette charmante résidence? je l'ai toujours ignoré. Dès les premiers jours, il paraissait certain que l'on nous destinait à renforcer l'armée de Versailles, qui combattait contre la Commune. Je trouve, dans une lettre que j'écrivais à mes parents le 5 mars 1871, le passage suivant : « Notre division va probablement partir pour Paris, d'ici bientôt; hier, l'ordre de départ était donné; ce matin nous avons reçu le contre-ordre, mais le départ est proche. »

Après cette alerte, notre villégiature en Normandie ne fut plus troublée par le moindre événement militaire. Logé chez M. Aubertain, maire de Balleroy, nous prenions tous nos repas à sa table de famille, avec le commandant Poilpré et le capitaine adjudant-major. Grand négociant en vins fins, M. Aubertain nous faisait boire toute la partie de sa cave qu'il avait réservée pour adoucir l'humeur des Prussiens envahisseurs. Il nous recevait avec une très grande amabilité et tout à fait dans l'intimité. J'ai retrouvé, sur une des dernières pages de mon carnet de campagne, que j'avais sans doute oublié, après dîner, sur la table, la petite note suivante, écrite au crayon, de la main de Mlle Aubertain : « 18 mars 1871... Le soir, dîné à Balleroy, chez M. Aubertain ; renversé mon verre, traité de maladroit par Mlle Aubertain. » Quel singulier

contraste, entre cette charmante soirée du 18 mars, passée dans l'intimité de la famille Aubertain, et celle que passèrent les Parisiens, à la même date ! Tandis que je renversais maladroitement mon verre sur la nappe de Mme Aubertain, les communards renversaient leurs bidons de pétrole sur les Tuileries !

Décidément, nous n'allions pas à Paris. L'ordre de désarmer le régiment et de renvoyer la garde mobile arriva le 15 mars. Le 17 mars, nous allions à Bayeux, et, comme officier d'habillement et d'armement, j'étais chargé de procéder au désarmement du régiment. Ce fut pour moi une journée assez rude, car je n'étais pas très expert en cette matière. Je ne laissai aux hommes que leur sac et leurs effets particuliers.

Le 17 au soir, le régiment revint à Balleroy et, le 18 au matin, il partait pour Nîmes, à pied, en trente-sept étapes ! Il devait arriver à destination le 28 avril !

On laissait en arrière l'officier d'habillement, pour mettre en ordre toute la comptabilité du versement des armes et des effets de campement et d'équipement ; j'avais, heureusement, pour m'aider dans cette besogne, deux secrétaires très au courant du service, qui faisaient de superbes états en belle écriture ; je n'avais qu'à les signer.

De plus, on me laissait un détachement de 400 hommes que nous avions incorporés, à Cambrai, dans nos compagnies au moment de la réorganisation. Ils appartenaient à la garde mobile du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Marne, de l'Aisne et du Nord. Je devais rapatrier ces hommes, en les versant dans des régiments de mobiles qui passaient à proximité et se dirigeaient vers leur pays d'origine.

J'étais sous les ordres du commandant Zédé, chef

d'état-major. En me donnant ses instructions, le commandant me dit : « Vous êtes chef de corps, vous me rendrez compte, tous les jours, au rapport, de la situation de votre détachement. »

J'étais chef de corps ! un simple lieutenant chef de corps, ce n'était pas banal. Je fixais l'heure des appels dans la caserne de Bayeux, où mon détachement était logé ; je touchais les vivres pour ma troupe ; je me faisais, en un mot, l'illusion de commander un régiment.

Le 18 mars, j'avais conduit mon détachement de Balleroy à Bayeux. Je fis solennellement mon entrée en ville, à la tête de mes 400 hommes.

Le 20 mars, je partis à 1 heure de l'après-midi pour Saint-Lô, avec 150 hommes du Pas-de-Calais. Il fallait être le lendemain, 21, à 9 heures du matin, à Saint-Lô, pour remettre mon détachement au colonel du 91e, qui passait en chemin de fer. L'étape était longue et nous devions la couper en couchant à Bérigny. Avant de partir, je formai le cercle et je tins à mes hommes le petit discours suivant : « Nous devons être à Saint-Lô demain, à 9 heures. Je vous remettrai au colonel du 91e, qui vous ramènera, en chemin de fer, à Arras et, de là, chez vous. Nous allons marcher très vite. Je serai devant. Tant pis pour ceux qui resteront en arrière. »

En sortant de Bayeux, je pris le pas de six kilomètres à l'heure. A 8 heures, nous étions à Bérigny. Je couchai au château, où l'on avait annoncé l'arrivée du commandant ! Le châtelain fut un peu déçu en voyant arriver le simple lieutenant que j'étais. On me donna tout de même la place d'honneur à table et la belle chambre de réception.

Nous quittâmes Bérigny à 6h 30 du matin et, à 8h 30, j'étais à la gare de Saint-Lô. Il ne manquait personne. Dans cette marche forcée, je n'avais pas laissé un traînard en arrière. Les hommes m'avaient suivi, sans me perdre de vue un instant, tant ils avaient peur de manquer le train qui les rapatriait.

Je revins seul et en chemin de fer à Bayeux. J'expédiai, à peu près dans les mêmes conditions, les hommes des différents départements qui composaient mon détachement, et le 26 j'étais libre.

D'après les ordres de mon colonel, je devais rejoindre le régiment au Mans. Mais, très aimablement, le commandant Zédé, chef d'état-major, me délivra une feuille de route directement pour Nîmes. Il m'invita une dernière fois à déjeuner et, en me remettant ma feuille de route, il me serra la main, en me disant : « Maintenant, je ne vous retiens plus. »

J'allai, le soir même, à Balleroy, faire mes adieux à la famille Aubertain et le 27 je partais. Je pris le chemin de fer à Littry. Le 28, je couchai à Tours. Le 29, je m'arrêtai à Bourges. Je poursuivis ensuite mon voyage, par petites étapes, sur des lignes désorganisées et encombrées de militaires. Enfin, le 31 mars 1871, j'arrivai à Bagnols-sur-Cèze.

J'inscrivis, sur mon carnet de campagne, la dernière mention, qui est ainsi conçue :

« 31 mars 1871, arrivé à Bagnols. En place. Repos ! »

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
Préface		v
I.	— Paris (juillet 1870)	1
II.	— Bagnols-sur-Cèze (juillet 1870)	4
III.	— Uzès (août 1870)	6
IV.	— Proclamation de la République (4 septembre 1870)	10
V.	— Départ d'Uzès (11 septembre 1870)	14
VI.	— Landerneau (14 septembre 1870)	16
VII.	— Péronne (30 septembre 1870)	18
VIII.	— Le camp d'Amiens (16 novembre 1870)	23
IX.	— Bataille d'Amiens (27 novembre 1870)	26
X.	— Retraite d'Amiens à Doullens (28 novembre 1870)	31
XI.	— Lens (2 décembre 1870)	34
XII.	— Billy-Montigny	37
XIII.	— Mons-en-Chaussée. — Ham (12 décembre 1870)	39
XIV.	— Bussy-lès-Daours (17 décembre 1870)	43
XV.	— Bataille de Pont-Noyelles (23 décembre 1870)	48
XVI.	— La retraite du 24 décembre 1870	57
XVII.	— Boiry. — Vitry. — Dainville (25 décembre 1870)	60
XVIII.	— Combat d'Achiet-le-Grand (2 janvier 1871)	63
XIX.	— Bataille de Bapaume (3 janvier 1871)	66
XX.	— Retraite sur Boisleux (4 janvier 1871)	72
XXI.	— Lille (7 janvier 1871)	76
XXII.	— Bucquoy (12 et 13 janvier 1871)	81
XXIII.	— Albert. — La cour martiale (15 janvier 1871)	86
XXIV.	— Départ d'Albert (16 janvier 1871)	90

Pages
XXV. — Combat de Vermand (18 janvier 1871) 93
XXVI. — Bataille de Saint-Quentin (19 janvier 1871). . 97
XXVII. — Valenciennes. — Douai. — Cambrai 106
XXVIII. — Après l'armistice 110
XXIX. — De Dunkerque à Cherbourg (20 février 1871). 111
XXX. — Balleroy 113

GRAVURES

---

1. — Louis Gensoul. — Péronne (*septembre 1870*) . . Frontispice
2. — Croquis : bataille de Saint-Quentin 96
3. — Louis Gensoul. — Cherbourg (*février 1871*) 112

NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

a39003 002730579b

CE DC 0305 . 1
.G4 1914
COO GENSOUL, LOU SOUVENIRS
ACC# 1337061

Les Reliures Caron & L
TEL.: (819) 686-2059 113 RU
(MTL.) 861-7768 COMTÉ

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 01 06 01 14 1